

L'ÉCO

de la semaine

5 juin - 11 juin 2021

Management – La gestion sans gaspillage trace son sillon	3
Mahajanga : Évacuation du sucre, bloquée depuis 10 jours	3
Crise sanitaire - Les jeunes étudiants poussés vers l'entrepreneuriat	4
Loi bancaire : Une nouvelle législation innovante	4
Agglomération d'Antananarivo : des aménagements durables pour prévenir les inondations	5
Air Madagascar – Fermeture de bureau	5
Vitogaz Express: l'innovation vient au service des clients	5
Airtel Madagascar : Actions pour la préservation des baobabs	6
Telma – Zoom: une nouvelle offre destinée aux étudiants	6
Sofia: le développement agricole sur les rails	6
Restauration des écosystèmes - La décennie de la dernière chance	7
Grande distribution : Kibo Cash and Carry ouvre ses portes	7
Ouverture des frontières : Aucune date fixée, selon le MTTM	7
Mécanisation agricole – Encore du chemin à faire	8
Andilana Avaratra: nouveaux risques d'explosion dans les mines	8
Secteur tourisme - Un millier d'acteurs à vacciner dans la Capitale	9
Commerce : les agents contrôleurs en nombre insuffisant	9
Secteur minier – Le syndicat des Professionnels soutient Base Toliara	10
Factures de la JIRAMA - Une nouvelle tarification officiellement en place	10
Cap business Ol: Noro Andriamamonjariason prend fonction	11
Relèvement de la fiscalité minière : Les professionnels craignent une fuite des investissements	11
Centrale solaire Andranotakatra – La première phase du projet inaugurée	12
Fanja Razakaboana : “Se faire vacciner pour avancer”	12
PEM : Le secteur privé demande une concertation	12
Ressources halieutiques – La pêche illégale difficile à circonscrire	13
Padap: une agriculture durable grâce à l'approche paysage	13
Exécution budgétaire : Une bonne performance du MEF en 2020	14
L'énergie à la maison - Le basculement vers le gaz domestique enclenché	14
Huiles essentielles : Une filière d'avenir	15
Prix des PPN: le Mica avance un contexte mondial difficile	15
Reprise économique: production positive malgré le ralentissement	15
Transport aérien - ADEMA reprend du poil de la bête	16
Offre bancaire: Société Générale lance un Plan épargne retraite	16
Programme « One district, one factory » - 30 industries en cours d'installation	16
Colloque à Tolagnaro – Zoom sur le développement du Sud	17
Aviadev Africa 2021 : Plus de 1 000 acteurs du monde aéroportuaire rassemblés	17
Fanja Razakaboana : « La résilience des femmes entrepreneures est de mise »	18
Branchements « Mora » - La phase de test à Antananarivo sur les rails	19
Aéroport d'Antananarivo : le nouveau terminal international est prêt	19
Agrégats macro-économiques – Le projet de loi de finances rectificative en ordre serré	20
Administration publique: lancement de plusieurs projets digitaux	21
Tourisme – Grosse pression pour l'ouverture des frontières aériennes	21
Finances publiques et soutien à l'économie: le ministre des Finances rend sa copie pour 2020	22
Problèmes techniques au sein de la BNI Madagascar - Les opérations monétaires perturbées !	23
Pacpa: deuxième appui financier du Fida	23

Management – La gestion sans gaspillage trace son sillon

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 JUIN 2021

En entreprise, le terme “Lean” désigne un mode de gestion allégée ou sans gaspillage, une gestion au plus juste. Le principe trouve sa source au mode de management né au Japon dans les années 1980, à une époque où des multinationales, comme Toyota ou Sony, commençaient à s’attaquer à la toute puissante industrie occidentale.

Et l’histoire a donné un large crédit à ce principe sur lequel on prône la production optimisée et adaptée au contexte du marché car les Japonais ont rajouté à ce principe celui du kaizen, ou l’amélioration continue, pour toutes les chaînes de décisions et de productions. Ainsi, pris dans un sens plus large, le lean management peut couvrir ses deux principes de management en les ayant fusionnés. Ce mode de gestion a vu son utilité grandir, notamment en cette période de pandémie, période très difficile pour les entreprises qui sont actives dans l’industrie et la production. ACPE (Amélioration continue par les employés), une initiative privée qui a vu le jour au Québec, en a fait un modèle économique en aidant les organisations locales à acquérir et à intégrer ce principe de gestion. Depuis sa création il y a plus de 20 ans, ACPE a essaimé à travers le monde et possède une représentation à Madagascar.

Jean Michel Larouche, à la tête d’ACPE, témoigne: « Nous y accompagnons les structures malgaches dans l’implantation d’une culture d’amélioration continue et de leadership Lean au sein de leur organisation. La pandémie a d’abord été une menace pour nous. Puis, à un moment donné, c’est devenu une opportunité. Il faut savoir que 50 % de nos activités dépendent habituellement du marché étranger. Nous avons des clients en Afrique et une division à Madagascar ».

Culture Lean. Aussi, tous les matins, à 5 heures car le décalage horaire l’y oblige, l’équipe d’ACPE basée à Saint-Bruno, au Québec, se met en contact avec celle d’Antananarivo pour être au courant des événements locaux et de l’avancement de sa collaboration avec les partenaires locaux. En termes de références locales, ACPE Madagascar affirme avoir dans son portefeuille des structures comme le groupe Star, la société Epsilon, ou d’autres dans l’industrie minière. Il faut savoir qu’ACPE a longtemps travaillé avec le groupe Rio Tinto, le groupe Sherritt, ou encore SNC Lavalin, ces sociétés ayant été présentes à Madagascar, ou encore présent à Taolagnaro sur le site de QMM pour le cas de Rio Tinto.

Avec une entreprise évoluant dans le secteur textile dans la Grande île, en pleine pandémie en 2020, ACPE a été engagé, avec les facilitateurs certifiés Green Belt, un label éprouvé pour la gestion Lean, à améliorer les fonctions principales de l’usine. Pour ce challenge, la société a intégré un principe qui met le capital humain au cœur des évolutions de la société. Les collaborateurs et les ouvriers ont bénéficié de la gestion révisée pour l’amélioration continue et le développement des compétences, et ont participé à la croissance des activités, même en pleine crise sanitaire, et à la résilience des activités face au contexte.

Le système de production est fondé sur



Jean Michel Larouche, directeur de l’ACPE.

la culture Lean qui lui a permis la mise en place de plus de soixante six nouvelles chaînes de production. Chaque chaîne est composée d’une équipe autonome de 20 ouvriers en moyenne, et chaque ligne de production est en charge d’un produit. Ce choix a permis la remontée rapide des problèmes opérationnels et d’identifier les aléas sur l’ensemble du processus de production.

Le principe de l’amélioration continue a permis de réduire au minimum le nombre d’en-cours et d’obtenir un délai d’exécution très court. Il a également permis à la société de passer son délai de lancement de 5 jours à seulement moins d’une journée. Elle est désormais capable de réaliser des prototypes en 2 jours.

Pour l’ACPE, se présentant comme expert dans le domaine du Lean, l’utilité de cette approche se justifie aussi bien dans le raccourcissement de délai que dans la réduction de coûts. Le principe trouverait tout son sens à l’époque actuelle où les risques en management, financiers ou opérationnels se sont multipliés avec la pandémie.

Mahajanga : Évacuation du sucre, bloquée depuis 10 jours

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 5 JUIN 2021

Mahajanga est actuellement en effervescence. Le Préfet de la ville a publié une note de rappel le 20 mai 2021 en vue de confirmer le circulaire en date de 1997 et de 1999. Celui-ci stipule que la manutention des marchandises au port de Mahajanga pour les navires de classe 2 à 7 est réservée aux manutentionnaires agréés par l’APFM (Agence Portuaire, Fluviale et Maritime), et ce, tout en respectant les tarifs réglementaires de manutention. « Si l’on applique cette décision qui aurait dû être exécutée en 1997, de nombreux dockers opérant au quai Barriquand, seront dépourvus d’emplois alors qu’ils n’ont pas pu travailler pendant des mois en raison de l’état d’urgence sanitaire », déplorent des parlementaires.

Flambée de prix. Et face à cette



Les dockers veulent assurer la manutention du sucre au quai Barriquand.

situation, l’évacuation du sucre en provenance de Namakia vers ce quai est désormais bloquée, et ce, depuis 10 jours. Une flambée de prix de ce produit de première nécessité est également à craindre. En effet, les tarifs de manutention appliqués par les sociétés agréées augmentent à 25.000

Ar la tonne contre 3.200 Ar la tonne pour les dockers. Ces parlementaires interpellent ainsi l’État en demandant une dérogation spéciale en faveur de ces derniers pour qu’ils puissent assurer la manutention des marchandises transportées par des bateaux de classe 1 et 2 accostant au quai Barriquand. D’autant qu’il s’agit d’un produit fabriqué localement, et que ces navires battant pavillon malgache. « Ce qui permettra en même temps de soutenir nos concitoyens en cette période de crise sanitaire qui sévit dans le pays, étant donné que les manutentionnaires agréés sont déjà payés en euros pour les services effectués auprès des bateaux battant pavillons étrangers qui transportent des conteneurs dans les grands ports », ont-ils conclu.

Crise sanitaire - Les jeunes étudiants poussés vers l'entrepreneuriat

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 5 JUIN 2021

La pandémie de coronavirus est plus que jamais le moment de développer l'entrepreneuriat. Force est de constater que 400 000 jeunes entrent chaque année sur le marché du travail. Cependant, les offres d'emploi n'arrivent pas à absorber toutes ces mains-d'œuvre surtout durant cette crise sanitaire. C'est dans ce sens que le groupement de patronat malagasy (FIVMPAMA) a signé une convention de partenariat avec l'Institut National des Sciences Comptables et Administration des Entreprises (INSCAE). La cérémonie de signature entre Andrianavalomanana Razafiarison, président du FIVMPAMA et Rakoto Harimino, directeur général de l'INSCAE s'est tenue, hier, aux 67Ha. Au-delà des partenariats classiques proposant des offres de stages aux étudiants, cette collaboration revêt un caractère plus large car elle s'inscrit dans le développement de l'entrepreneuriat. « La jeunesse devient des charges sociales pour l'économie. Il est clair que la création d'entreprise est le catalyseur de la croissance de Madagascar. Nous constatons plusieurs initiatives publiques et privées mais elles restent insuffisantes. Les deux parties vont inculquer l'esprit



entrepreneurial chez les étudiants», déclare le président du FIVMPAMA. Et d'ajouter que plusieurs établissements d'enseignement supérieur de la Capitale sollicitent actuellement le groupement dans ce type de partenariat. A l'INSCAE, les jeunes commencent à s'orienter dans la création d'entreprise mais ils ont besoin d'appui dans le démarrage de l'activité. Les étudiants peuvent alors profiter du réseau et de l'expérience des 5000 membres du FIVMPAMA réparties dans la Grande île.

« Les jeunes témoignent cette volonté de créer eux-mêmes leur société. A titre d'exemple, dix étudiants nouvellement inscrits dans l'établissement possèdent déjà des entreprises formelles. Cela concerne le domaine de l'artisanat, l'agriculture, les nouvelles technologies de l'information et de la communication. En plus des formations en administration d'entreprise, l'encadrement et le partage d'expérience sont importants », souligne Rakoto Harimino, DG de l'INSCAE.

Loi bancaire : Une nouvelle législation innovante

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 5 JUIN 2021

Très attendue par les professionnels du secteur financier, la nouvelle loi bancaire est maintenant applicable.

Plus précisément, cette nouvelle législation bancaire est opposable à tous depuis sa mise en vigueur en début mars 2021. Toutes les parties concernées dont notamment l'Association Professionnelle des Banques ont été déjà notifiées. Plus adaptée. Cette nouvelle loi bancaire traduit en tout cas la volonté du ministère de l'Economie et des Finances de doter le pays d'une législation plus adaptée au contexte financier actuel. Pour l'histoire, c'était en 2015 que le secteur financier malagasy a fait l'objet d'une mission d'évaluation conjointe du Fonds Monétaire International et de la Banque Mondiale dans le cadre du Programme d'Evaluation du Secteur Financier (PESF). Des recommandations de réformes ont alors été émises en ce qui concerne la législation et la réglementation du secteur bancaire à Madagascar. secteur caractérisé notamment par l'apparition de nouveaux canaux de distributions, le faible taux de bancarisation de la population adulte, ainsi que l'inexistence des modalités de traitement des établissements de crédit en difficulté. Ce qui nécessite

une adaptation de la réglementation en vigueur en vue de faire face à Cette adaptation devrait aussi pallier à l'inexistence des dispositions relatives à la protection des consommateurs. Innovante. En tout cas, cette nouvelle loi bancaire N°2020-011 est innovante à plusieurs titres. Ses innovations qui portent essentiellement sur l'encadrement des activités des autres prestataires de services bancaires tels que les établissements de monnaie électronique et les bureaux de change et l'autorisation de nouvelles opérations comme le crédit participatif et la distribution de produits d'assurance. Les réformes, ont entre autres objectifs de renforcer le pouvoir de l'autorité de contrôle et de supervision ainsi qu'à la mise en place des mesures de protection du secteur via un plan préventif de redressement et de résolution. Un mécanisme de gestion des réclamations et la transparence des informations seront également établis. La nouvelle loi régleme également la « cybersécurité ». Selon le ministère de l'Economie et des Finances, « Madagascar devrait



Le secteur bancaire se dote d'une nouvelle loi.

enregistrer une meilleure efficacité de son système financier grâce à cette réforme ». La supervision du secteur devrait être plus efficace et le paysage du secteur bancaire mieux recadré. Le public pourra avoir un plus large choix d'offres de service compte tenu des innovations. Il pourra aussi s'attendre à une amélioration de l'accès aux services bancaires et à l'adoption des politiques de protection des consommateurs. La confiance dans le système financier devrait de ce fait s'accroître. En outre, cette nouvelle réglementation permet de mettre en place un cadre de résolution de crise bancaire et un filet de sécurité pour faire face aux éventuelles crises.

Agglomération d'Antananarivo : des aménagements durables pour prévenir les inondations

RIANA R. | LES NOUVELLES | 5 JUIN 2021

Limitier les risques d'inondation et améliorer la qualité de vie dans la capitale. Tels sont les principaux objectifs du Programme intégré d'assainissement d'Antananarivo (PIAA) qui entame sa seconde phase à partir de ce mois.

La seconde phase du Programme intégré d'assainissement d'Antananarivo (PIAA) devrait bénéficier d'un financement de près de 50 millions d'euros, d'après l'Agence française de développement (AFD). Elle poursuivra les travaux d'assainissement dans la capitale, la protection des quartiers et des habitants des inondations.

La nouvelle étape du PIAA verra également le début des travaux de gestion des eaux usées à Antananarivo, car ce genre d'infrastructures n'existe pas encore dans la capitale.

A chaque saison des pluies, les inondations touchent près d'un tiers de la superficie de l'agglomération d'Antananarivo. D'autant que le système d'intervention d'urgence contre l'inondation date de 1920. Et la dernière mise à jour des données météorologiques a été effectuée en 1970.

De plus, les grandes infrastructures d'assainissement et d'irrigation de la



capitale se trouvent dans les zones les plus basses qui font partie de la plaine d'Antananarivo, notamment le Marais Masay, le lac Anosy, les casiers d'Anosibe et d'Andavamamba. Les stations de pompage existantes ont un faible débit (9m3 par seconde) par rapport à celui des eaux pluviales à évacuer.

La forte croissance démographique dans la capitale met également en difficulté la gestion de son assainissement. Antananarivo comptait 2,6 millions d'habitants en 2013. Mais avec un taux de croissance annuelle de 4%, la population dans la capitale atteindra les 5

millions d'habitants d'ici 2030.

Les risques atténués

Quoi qu'il en soit, Rabe Harimanana, directeur général de l'aménagement du territoire auprès du MATP, a rassuré que les travaux entamés dans le PIAA ont permis d'atténuer les inondations dans plusieurs quartiers durant la dernière période des pluies. Auparavant, il suffisait d'une heure de pluie pour provoquer l'inondation dans plusieurs quartiers. Et il faut au moins une heure de temps pour que les eaux de pluie se retirent ».

Lancée en 2016, la première phase du PIAA financée à hauteur de 34 millions d'euros, devrait s'achever d'ici 2022. Celle-ci a permis de mettre en place cinq stations de pompage dans la capitale et huit ouvrages de vanne, d'aménager le site de décharge d'Andralanitra, d'installer des conduites de refoulement, mais aussi de mener le curage du canal d'Andriantany sur 5 km.

Air Madagascar – Fermeture de bureau

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 5 JUIN 2021

Un signe extérieur des difficultés auxquelles elle est confrontée ? Peut-être. À compter de ce jour, le bureau d'Air Madagascar sur l'Avenue de l'Indépendance est fermé. Sans qu'aucune explication n'ait été avancée sur les tenants et aboutissants de cette mesure. Toutes les opérations sont transférées à l'agence de la compagnie à la City Ivandry.

Le chômage technique devant frapper une partie du

personnel depuis le début de ce mois n'est pas encore effectif. Il est attendu du Conseil d'administration et de la direction générale, d'autres solutions plus souples pour sortir le personnel de cette impasse. Air Madagascar éprouve de plus en plus de difficulté financière pour payer de façon régulière les salaires de ses employés. D'où cette idée de dégraissage, contestée avec véhémence par les concernés.

Vitogaz Express: l'innovation vient au service des clients

ARH | LES NOUVELLES | 5 JUIN 2021

Vitogaz, Jovena et MBike Livraison Express lancent ensemble, depuis le mois de mars, « Vitogaz Express », un service de livraison de gaz à vélo électrique. Sur simple appel téléphonique, par un message sur Facebook ou via la plateforme de vente en ligne dédiée, les utilisateurs de gaz d'Antananarivo peuvent ainsi commander leur bouteille de gaz et ses accessoires, et se faire livrer directement chez eux, avec « un coût de livraison symbolique de 3.000 ariary ». Une flotte de cinq vélos cargo fonctionnant à l'électricité et pouvant transporter chacun deux bouteilles Vitogaz de 12,5 kg par trajet, assure en continuité la livraison. « Nous voulons contribuer positivement à la vie à Madagascar en la rendant plus accessible, plus écoresponsable et plus connectée », a

expliqué Stéphane Lacas, le fondateur de MBike Livraison Express, une société de livraison à vélo qui dispose aussi d'une plateforme de vente en ligne, sur le réseau de stations-service Jovena.

A ce jour, l'offre est disponible auprès de cinq stations-service du réseau Jovena : Ampasampito, Ivandry, Antaninandro, Andranomena, Iavoloha. D'autres stations suivront, d'après Stéphane Debierre, directeur commercial de Jovena. « Nos clients sont au cœur de notre attention et nous souhaitons proposer plus de services au plus grand nombre de personnes, tout en simplifiant leur quotidien. Avec la livraison de votre gaz à domicile, 7j/7, à vélo électrique, Jovena, premier acteur de la distribution d'énergies à Madagascar, se doit d'apporter des services innovants et dans l'air du

temps », a-t-il indiqué.

Selon Olivier Gasbarian, administrateur général de Vitogaz Madagascar, « Une telle offre innovante est devenue essentielle pour la société. Elle permet de répondre aux nouvelles exigences de nos clients, tout en réduisant notre empreinte carbone. Ces deux axes constituent notre ADN. Il s'agit pour Vitogaz de répondre à cette double exigence : la satisfaction de nos clients et le respect de l'environnement. Et ces deux exigences sont désormais étroitement liées ». Et, cette offre tombe à pic pour les consommateurs, dans le contexte actuel de crise sanitaire, avec une limitation des déplacements et des mouvements. Dans ce concept, le leitmotiv consiste à réduire l'empreinte carbone des activités de distribution de gaz à Antananarivo.

Airtel Madagascar : Actions pour la préservation des baobabs

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 5 JUIN 2021

Entreprise citoyenne et engagée, Airtel Madagascar multiplie ses actions « écoresponsables ». En guise de célébration de la journée mondiale de l'environnement, le troisième opérateur mobile mondial dévoile sa participation à un projet d'envergure dont la finalité est de préserver les baobabs.

Il s'agit, en l'occurrence, d'un programme de parrainage en faveur des jeunes plants de baobab avec L'ONG Dry Forest.

Outils

En effet, Dry Forest a conçu ce programme de restauration des forêts avec les communautés locales parmi les moins aidées du pays de par leur accès difficile. Les pépinières installées dans les EPP sont des outils concrets et complets permettant la plantation de plants sains, la sensibilisation des enfants, des parents et des curieux tout en étant une école pour l'éducation écologique et la formation aux techniques de maraîchage durable. « Nous visons la réconciliation de l'Humain avec la Nature car sans elle, celle-ci poursuivra son chemin sans nous. Ne pas intervenir serait une catastrophe écologique et suicidaire pour l'ensemble du pays » explique

Erwan Rabenevanana Man-Wai, co-fondateur de Dry Forest. « Le baobab, connu aussi sous le nom de « reniala » (« mère de la forêt »), est un arbre séculaire 100% malgache. Une plante majestueuse et sacrée qui compte huit espèces dont six d'entre elles ne poussent qu'à Madagascar. Il représente une grande fierté pour l'ensemble de la population, et un héritage inestimable pour la génération future. Il est donc de notre devoir d'œuvrer à pérenniser son existence », a déclaré, pour sa part Eddy Kapuku, Directeur générale d'Airtel Madagascar.

Collaboration pérenne

Ce parrainage n'est qu'une première étape d'une collaboration pérenne collaboration entre l'ONG Dry Forest et Airtel Madagascar. A court terme, les deux entités prévoient de conjuguer leurs efforts et leurs compétences



en faveur de la préservation et de la régénération de l'environnement en général. « Un partenariat est en cours entre les deux parties pour concrétiser notre vision commune en faveur des forêts sèches du pays. Cette coopération portera notamment sur l'intensification des campagnes de sensibilisation des différentes communautés par rapport aux enjeux de cette démarche environnementale profitable pour le pays », a précisé, Noro Rabenoël, responsable RSE auprès d'Airtel.

Telma – Zoom: une nouvelle offre destinée aux étudiants

ARH | LES NOUVELLES | 5 JUIN 2021

La pandémie de Covid-19 contraint plus d'un à modifier sa méthode de travail. Les étudiants constituent une catégorie à part dans cette situation. Telma, en partenariat avec la plateforme Zoom, a développé une offre permettant aux étudiants de travailler n'importe où, en toute sécurité, et de continuer leurs études. Il s'agit d'une offre Internet classique, Telma Net, combinée avec Zoom.

Avec cette offre, les étudiants peuvent échanger entre eux ou avec leurs professeurs et bénéficier du prix de l'Internet jusqu'à dix fois moins cher que le coût habituel. « Le prix du gigaoctet peut baisser jusqu'à 150 ariary car vous pouvez

bénéficier jusqu'à 200 Go. La plateforme Zoom est disponible pour seulement 30.000 ariary par mois, soit 1.000 ariary par jour... l'équivalent d'un aller et retour en taxi-be alors que l'on peut rester en sécurité chez soi, au chaud, en réduisant les risques d'exposition aux virus et ce, quel que soit le volume de l'offre Telma Net associée », annonce-t-on chez Telma.

Développée sur les réseaux 4G, 4G+ et 5G, l'offre est ouverte à tous les établissements de Madagascar suivant un partenariat avec Telma. Les étudiants bénéficieront bien sûr des avantages de la plateforme : les discussions en groupe, le partage de fichiers ou encore la possibilité d'enregistrer la session.

Sofia: le développement agricole sur les rails

MANOU | LES NOUVELLES | 7 JUIN 2021

La mise en œuvre du plan de redressement économique se poursuit dans la région Sofia après le succès assuré de l'opération de sécurisation menée par le gouvernement. Un lot d'intrants et de matériel agricole a été remis à un groupe de paysans en fin de semaine pour redynamiser les activités rurales dans la circonscription.

Huit associations regroupant plus de 250 familles d'agriculteurs ont bénéficié d'un don matériel au cours du week-end dans la région Sofia. Le Fonds de développement agricole régional (FDAR) Sofia leur a remis 27 charrettes, 52 hermes et 77 charrues en plus de 2.000 litres d'insecticides accompagnées de 68 pulvérisateurs et 10 tonnes de semences pour leur permettre d'améliorer leur niveau socioéconomique.

« Les résultats significatifs enregistrés dans l'instauration de la sécurité, particulièrement dans les zones rurales majoritairement agricoles de la région, garantissent la réussite de l'initiative »,



a indiqué le gouverneur Lylison René de Roland à l'issue de la séance de remise de dons. Ce dernier a d'ailleurs réitéré sa détermination à éradiquer le fléau de sa circonscription.

Il a rappelé que les opérations de ratissage menées jusqu'à présent doivent favoriser la réalisation des différents projets de développement

envisagés dans la région. « Nous prévoyons de nouvelles stratégies pour intensifier cette lutte contre les dahalo dans sa phase suivante à l'heure actuelle pour porter l'estocade finale à ces prédateurs », a-t-il révélé.

Le FDAR a annoncé que les candidats à l'initiative doivent contacter les responsables au niveau de chaque district. L'agriculture, l'élevage et la pêche forment le socle principal des activités génératrices de revenus dans la majorité des ménages en milieu rural dans la région Sofia, selon des statistiques dévoilées par les autorités locales.

Restauration des écosystèmes - La décennie de la dernière chance

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 7 JUIN 2021

L'environnement à Madagascar mais aussi dans le monde entier est pratiquement dévasté par les activités humaines. En effet, en se basant sur les chiffres, d'après le projet « Global Forest Watch », la Grande île se classe en 2017 dans le top 4 des pays dans le monde en termes de déforestation. De 2001 à 2020, le pays aurait perdu plus le quart de sa couverture forestière. Entre sécheresse et pollution en tout genre, tous les secteurs d'activité sont aujourd'hui impactés. « 3/4 des terres au niveau mondial sont actuellement dégradées. Avec la déforestation, les terres se retrouvent nues, alors elles sont facilement emportées par les eaux de ruissellement. Nous retrouvons ce phénomène avec le fleuve de Betsiboka qui est devenu orange. Imaginez donc combien de tonnes par an se perdent à cause de tout cela. Pourtant, il faudra entre 200 à 1 000 ans pour restaurer un centimètre de terre. Et cette dégradation de la terre impacte directement au niveau de la production avec une baisse autant du taux de productivité que de la quantité et de la qualité des produits. Ces baisses se chiffrent notamment à plus de 40 milliards de dollars par an », explique Julien Noël Rakotoarisoa, directeur général de la Gestion environnementale, au sein du ministère de l'Environnement et du Développement durable, lors de la célébration de la Journée mondiale de l'Environnement (JME), samedi dernier.

Face à ces statistiques alarmantes mais aussi les impacts de la dégradation de l'environnement sur le quotidien de tous, cette décennie est donc celle de la dernière chance pour pouvoir restaurer tous les écosystèmes. C'est pourquoi la restauration des écosystèmes se retrouve toujours depuis le début de l'année au centre de toutes les différentes journées internationales relatives à l'environnement, pour ne citer que la JME. « Chacun de nous doit apporter une solution pour pouvoir atteindre l'Objectif de développement durable. C'est pour cela que nous devons nous motiver les uns et les autres à agir pour la conservation de nos ressources naturelles et la restauration



de nos écosystèmes. (...) Chacun peut agir à son niveau en participant aux différents programmes déjà mis en place, en réduisant ses déchets plastiques ou en sensibilisant son entourage sur l'importance de l'environnement. Nous sommes la dernière génération à pouvoir restaurer l'environnement avant qu'elle ne soit complètement détruite », a soutenu Vahinala Baomiatse Raharinirina, ministre en charge de l'Environnement, dans son appel à l'action en faveur des ressources naturelles. « La conservation et la protection de l'environnement sont le devoir de tout un chacun, à partir des simples citoyens vers la plus haute instance. Le plus important, c'est le premier pas. Ensemble, nous pouvons restaurer notre belle planète. Ensemble, nous pouvons être la génération assurant la restauration », renchérit le Groupement d'études et de recherches sur les primates de Madagascar.

De plus, l'inaction face à la dégradation de l'environnement vient d'être révélée par deux universités américaines. A ce jour, les pertes atteignent 479 milliards de dollars. Et si cette inaction perdure, ces pertes pourraient dépasser les 10 000 milliards de dollars d'ici 30 ans. La situation est urgente, alors il faut agir en gardant à l'esprit que les petits ruisseaux font les grandes rivières.

Grande distribution : Kibo Cash and Carry ouvre ses portes

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 7 JUIN 2021

La grande distribution tananarivienne s'étoffe d'une nouvelle enseigne. Kibo Cash and Carry a ouvert ses portes depuis vendredi, avec l'inauguration officielle qui a vu la présence de la ministre de l'Industrie et de l'artisanat, Lanto Rakotomalala. Une entrée réussie, en tout cas, pour ce nouveau magasin géant, puisque dès samedi, les consommateurs sont venus en masse. Et ils n'étaient pas déçus. D'abord, pour le professionnalisme de l'équipe de Kibo en matière d'accueil et de service

clientèle, mais également et surtout pour la disponibilité, la qualité et les prix des produits. Pour ne citer, entre autres, que les 4 500 références alimentaires à prix compétitifs et très recherchées par les consommateurs de tous âges comme les glaces Haagen-Dazs, les chips Bretz, les surgelés McCain, les conserves d'Aucy... Sans oublier, bien évidemment, les produits de l'industrie locale. Appelé également libre-service de gros, le cash and carry consiste en la présentation de marchandises en



Kibo Cash and Carry a fait le plein de clients dès ses premiers jours.

entrepôt, sur palette ou sur racks, dans leur emballage d'origine. Un concept qui a, en tout cas, connu une adhésion immédiate des consommateurs.

Ouverture des frontières : Aucune date fixée, selon le MTTM

MIDI MADAGASIKARA | 7 JUIN 2021

La réouverture des frontières pour les vols internationaux n'est pas encore en vue. Des réunions de concertation sont en cours, mais aucune décision n'a encore été prise, selon le MTTM (ministère du Tourisme, des transports et de la météorologie). « Aucune date de réouverture des frontières de Madagascar n'a été fixée à l'heure actuelle. Une telle décision revient uniquement au président de la République en concertation avec le Gouvernement. Néanmoins, les réunions préparatoires en vue de la réouverture de nos frontières ont déjà commencé depuis le mois de janvier, et ce

avec la participation active des autorités sanitaires ainsi que de tous les acteurs du transport aérien et du tourisme. Un comité de réflexion a été mis en place, avec comme mission d'examiner la possibilité de la réouverture des frontières dans les meilleures des conditions, en tenant compte de nombreux paramètres et d'avancer des recommandations à soumettre au Gouvernement », a communiqué le ministère, hier après-midi. Certes, les opérateurs du secteur du tourisme attendent cette réouverture avec impatience. Cependant, les enjeux sanitaires sont importants.

Mécanisation agricole – Encore du chemin à faire

L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 7 JUIN 2021

Le secteur agricole malgache est très peu mécanisé. Ce qui explique en partie un rendement qui ne satisfait pas le besoin national en produits agricoles. Les raisons de cette faible mécanisation sont multiples et elles ne sont cependant pas faciles à surmonter.

Le souhait de Madagascar depuis des décennies de devenir le « grenier » de l'océan Indien n'est pas pour demain. La faible mécanisation du secteur agricole et la prédominance de l'agriculture de subsistance constituent une réalité qui empêche ce vieux rêve de se réaliser.

Selon le Panel de Malabo Montpellier (MMP), un groupe d'experts africains et internationaux, qui a recommandé aux pays africains depuis 2014 d'élaborer des plans nationaux d'investissement dans la mécanisation agricole, « douze pays africains, dont l'Éthiopie, le Malawi, le Mali, le Maroc, le Rwanda, la Tanzanie et la Zambie, avaient connu une forte croissance de l'agriculture mécanisée et avaient, par conséquent, amélioré leur production ». Le MMP est en effet convaincu que la mécanisation est une « étape cruciale pour accroître la productivité ».

Malgré tout, « les niveaux de mécanisation des exploitations agricoles en Afrique sont très faibles, le nombre de tracteurs en Afrique subsaharienne variant de 1,3 par kilomètre carré au Rwanda à 43 en Afrique du Sud, contre 128 en Inde et 116 au Brésil » selon l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui spécifie en outre que, « l'Afrique compte globalement moins de deux tracteurs pour 1 000 hectares de terres cultivées. Ce nombre est de 10 pour 1 000 hectares en Asie du Sud et en Amérique latine ».

Force humaine

À Madagascar, on est loin du compte. Pourtant selon un document du ministère de l'agriculture « les interventions pour le développement de la mécanisation agricole à Madagascar remontent à l'époque de la royauté, s'étaient intensifiées pendant la période coloniale,



Le «Kubota» reste la machine la plus utilisée par les agriculteurs.

avaient pris une place de plus en plus importante à partir de l'indépendance mais avaient décliné depuis 1987».

Les petits outils manuels restent ainsi les outils les plus utilisés dans les exploitations agricoles. Plus de 97% des exploitations agricoles possèdent un «angady». La force humaine représente la principale source d'énergie pour les travaux agricoles dans le pays. « Concernant le matériel de labour à traction animale, près de 33% des exploitations agricoles ont une charrue à bœufs et 28,8% une herse à bœufs » selon toujours le ministère en charge de l'agriculture. Bêches, pelles, charrues, herse, sarclouses, charrettes sont les équipements les plus fréquents. Ce qui a fait que certaines localités se sont spécialisées dans la fabrication de certains matériels. À titre d'exemple Arivonimamo s'est spécialisée dans la fabrication de charrues, de sarclouses et de herses.

La vente de tracteurs a d'ailleurs diminué au fil des ans dans la Grande île. De 1973 à 1987, le MAEP a évoqué en moyenne la vente de 350 tracteurs de 60 à 80 CV par an, contre à peine 100 tracteurs au cours des dernières années. Cette situation engendre un débat houleux parmi les experts nationaux. Certains d'entre eux sont persuadés que tant que la main d'œuvre agricole est abondante, comme c'est le cas depuis toujours, il sera chimérique de parvenir à une mécanisation pouvant aboutir à des résultats satisfaisants. Au contraire, la démobilisation d'une frange de la main d'œuvre agricole pourrait engendrer une distorsion au sein du secteur et au niveau

de la société malgache en général.

Le secteur agricole qui comprend l'agriculture, l'élevage et la pêche emploie effectivement environ 78% de la population active dans le pays et contribue à hauteur de 26% du PIB. C'est dire que la main d'œuvre est loin d'être négligeable. A elle seule, la riziculture compte 1,3 millions hectares de superficie et concerne plus de 2 millions de ménages ruraux.

Utilisation restreinte

Il faut dire aussi que tous les terrains agricoles ne sont pas appropriés à une mécanisation à outrance dans le pays. Des experts évoquent la non-utilisation de plusieurs centaines de tracteurs à travers le pays durant la révolution socialiste dans le pays, afin d'étayer leur point de vue.

Selon toujours le ministère de l'agriculture « L'utilisation de gros matériels agricoles est restreinte aux rares grandes exploitations qui n'opèrent que dans quelques zones, dont les greniers à riz (Alaoatra, Marovoay et dans le Moyen Ouest). La motorisation agricole est d'un très faible pourcentage : 0,1 % pour le motoculteur et 0,2% pour le tracteur avec accessoires ».

Face à cet état de fait, et en constatant que le continent africain reste loin derrière les pays industrialisés, l'Alliance pour une révolution verte en Afrique, une organisation financée par les fondations Bill et Melinda Gates et la famille Rockefeller, a mobilisé des ressources pour essayer de changer la situation, tout en étant convaincue que « sans agriculture mécanisée, la productivité souffre considérablement, réduisant les revenus des agriculteurs ».

La Banque africaine de développement (BAD), a estimé pour sa part que « l'Afrique dépense actuellement la somme exorbitante de 35 milliards de dollars par an en importations alimentaires », et que, « si la tendance actuelle se poursuit, ces importations pourraient atteindre jusqu'à 110 milliards de dollars d'ici à 2050 ».

Andilana Avaratra: nouveaux risques d'explosion dans les mines

MANOU | LES NOUVELLES | 7 JUIN 2021

Les petits exploitants vivant de l'extraction de beryllium sur les mines d'Andilana Avaratra, district d'Amparafaravola, reviennent à la charge avec l'appui des notables locaux pour demander la réouverture du site.

L'association « Miaramita » regroupant les exploitants de beryllium du carré minier d'Andilana Avaratra dénonce l'application arbitraire des mesures de suspension des activités sur le site. Selon elle, quelques privilégiés bénéficiant de la protection de certaines personnalités continuent des extractions sur les lieux jusqu'à présent.

Les notables de la localité appuient donc les membres de l'association pour demander la réouverture du site minier, vendredi, afin de redynamiser l'économie locale. Le secrétaire général de la « Miaramita » a déclaré d'ailleurs que ses membres sont prêts à régulariser leur situation administrative et à se soumettre aux conditions exigées par les textes en vigueur pour la reprise de leurs activités.

Les concernés ont toutefois averti que la présence d'exploitants privilégiés risque d'envenimer la situation au cas où la fermeture du site se prolongera pour la majorité.

Secteur tourisme - Un millier d'acteurs à vacciner dans la Capitale

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 7 JUIN 2021

Après Nosy Be et Sainte Marie, la vaccination des opérateurs touristiques se poursuit dans la Capitale. La Confédération du tourisme à Madagascar (CTM) en collaboration avec le ministère des Transports, du Tourisme et de la Météorologie (MTTM) et le Système des Nations unies à Madagascar a lancé l'opération, samedi dernier, à Andraharo. L'objectif consiste à protéger le personnel touristique sur toute la chaîne de valeur et les chauffeurs qui sont très exposés aux clients et de favoriser la relance du secteur. « Nous avons attendu ce moment depuis longtemps. Cela fait maintenant quinze mois que le tourisme est en souffrance. Aujourd'hui, on a de l'espoir pour l'avenir. Il est indéniable que la vaccination est l'élément-clé pour la survie des emplois et la relance du secteur. D'ailleurs, le Président de la République a annoncé une réouverture du tourisme à Nosy Be et Sainte Marie. Nous nous préparons pour cela. Cinquante collaborateurs ont participé à cette journée de lancement mais nous visons un millier d'opérateurs la semaine prochaine » déclare Aina Raveloson, président du conseil d'administration de la CTM. Pour l'heure, aucune date n'a été fixée concernant la réouverture du ciel de Madagascar. Cette décision revient uniquement au Président de la



République. Néanmoins, un comité de réflexion a été mis en place avec comme mission d'examiner la possibilité de la réouverture des frontières dans les meilleures conditions.

Norme mondiale

La preuve de vaccination est devenue une norme mondiale dans la reprise des voyages tant pour les voyageurs que pour les pays d'accueil. La campagne de communication à l'international sur le lancement de la vaccination dans le secteur tourisme sera assurée par l'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM). « La preuve de vaccination est

maintenant un moyen pour rassurer les professionnels internationaux comme les tours opérateurs, les agences de voyage ainsi que les touristes. Les clients ont plus de confiance lorsqu'ils savent que tous nos collaborateurs se sont fait injecter des doses » souligne Jonah Ramampionona, président de l'association des tours opérateurs. A l'issue de la vaccination, les gestes barrières resteront préconisés, tant que le niveau d'immunité collective requise ne sera pas atteint dans la Grande île. Outre la Capitale, cette campagne de vaccination s'étendra sur la Grande île.

Commerce : les agents contrôleurs en nombre insuffisant

RIANA R. | LES NOUVELLES | 8 JUIN 2021

30 nouveaux agents contrôleurs de commerce ont prêté serment devant le tribunal de première instance d'Anosy, hier. Leur effectif sur le territoire national reste insuffisant, d'après le ministère en charge du commerce.

Trois cent sept agents de commerce effectuent le travail de contrôleurs sur le territoire national, dont 170 sont répartis au niveau des régions. Cet effectif est «largement insuffisant car on compte aujourd'hui six agents contrôleurs, ou dix tout au plus dans une région», a fait savoir, hier, Rarivojaona Andrianiranjana, directeur général du commerce au niveau du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica), à la sortie du tribunal d'Anosy, après la cérémonie de prestation de serment de 30 nouveaux contrôleurs du commerce et de la concurrence.

«Le recrutement des agents dépend de la disponibilité des postes budgétaires, comme c'est le cas du recrutement de tout le personnel de l'Etat. Ce travail est mené avec le ministère de l'Economie et des finances», a fait savoir ce responsable.

Les 30 nouveaux contrôleurs de commerce sont issus de la 28e promotion d'agents recrutés par l'Etat. Ils ont effectué le concours en 2019 et suivi une

formation de deux ans.

24 d'entre eux prendront leur poste dans les directions régionales du commerce. Car, selon les explications de Rarivojaona Andrianiranjana, «Les agents contrôleurs sont en nombre insuffisant, particulièrement au niveau des régions». Des irrégularités soulevées

Durant la cérémonie de prestation de serment des nouveaux agents, le président d'audience a fait remarquer la recrudescence des doléances reçues par le tribunal concernant des irrégularités commises par les contrôleurs du commerce sur le terrain, entre autres «l'abus de fonction et les raquettes».

Le directeur général du commerce a indiqué à ce sujet que l'agent est «entièrement responsable de ses actes sur le lieu du travail. Avant la prestation de serment, ces agents ont déjà effectué des pratiques pour tenir compte de ce qui est autorisé dans leur fonction». En cas de mauvaise conduite, «La carte de commission des agents peut être retirée. Ils peuvent également être traduits en



conseil de discipline», a-t-il poursuivi.

Pour pouvoir passer le concours en vue de devenir agent contrôleur de commerce, un niveau Bacc +2 est nécessaire. Une fois sélectionné, le futur agent suivra une formation de deux ans et deviendra un personnel cadre de l'Etat une fois admis dans le corps des contrôleurs du commerce. Deux catégories d'agents de contrôle travaillent pour le ministère en charge du commerce, à savoir les contrôleurs du commerce et de la concurrence d'une part, et le commissaire du commerce et de la concurrence d'autre part.

Secteur minier – Le syndicat des Professionnels soutient Base Toliara

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 8 JUIN 2021

L'objectif du syndicat professionnel des Mines de Madagascar (Synpromines-Mad) est de formaliser le secteur. Il dit également protéger le cas du projet Ranobe.

Le syndicat des Professionnels des mines de Madagascar (SynprominesMad) réapparaît après avoir quelque peu disparu du secteur. Il a commencé à se refaire une place depuis sa collaboration avec la direction générale de l'Impôt (DGI) au mois de mars avec l'objectif de formaliser deux millions d'individus opérant informellement dans le secteur minier. Le Synpromines-Mad annonce dans la foulée soutenir la réouverture du projet d'exploitation d'ilménite de Ranobe.

« Le Synpromines-Mad est un membre de la société civile qui protège les intérêts des petites, moyennes et grandes sociétés minières, des transformateurs, des lapidaires, des acheteurs-revendeurs de produits miniers et surtout celui de la population qui peut tirer profits des activités minières. Le cas de Base Toliara mérite d'être soutenu dans la mesure où c'est une richesse minière à exploiter, qui peut rendre ses communautés environnantes et tout le pays riche. Des employés sont en droit d'être protégés par rapport aux aléas contextuels de leur société. Des opérateurs et des ressources humaines locales disponibles peuvent bénéficier du lourd investissement de 600 millions de dollars apportés par Base Toliara, mais se retrouvent privés



La gestion des ruées devrait être mieux appréhendée si chaque travailleur se formalise.

des bénéfices qu'ils peuvent en tirer pour soutenir l'économie locale qui est catastrophique» explique Richard Raveloson Fils, président national du SynprominesMad. Concernant les petites mines, l'assainissement du secteur intervient notamment depuis la pandémie qui a affecté des milliers de travailleurs les conduisant à se lancer dans des activités clandestines telles les « ruées » ou les exploitations minières sans permis.

Réseau

Le Synpromines-Mad entend formaliser tout en augmentant ce qui est dû à l'État. Le président du Syndicat est actuellement en tournée dans le Sud. De Toliara, il passera dans les localités de fortes activités minières de Sakaraha et Ilakaka. Mais la mobilisation est

nationale. Les activités de sensibilisation ont été ralenties par la Covid-19, d'après ses explications. « Des coordonnateurs par zone mobilisent les travailleurs informels des mines. Ils effectuent des recensements et donnent des détails sur les avantages d'une carte fiscale. Avec la DGI, la baisse de l'impôt synthétique pour toute ouverture d'activité minière a été convenue, passant de 320 000 ariary à 16 000 ariary. L'impôt devient impôt individu c'est-à-dire que l'impôt n'est plus payé par une association mais par chaque individu travailleur dans une association ou non membre d'une association » poursuit l'interlocuteur.

Ce dernier prévoit de revoir par ailleurs le bon déroulement de la redevabilité fiscale minière des sociétés comme celles tenues par les Sri-lankais à Ilakaka. Des chiffres officiels en effet rapportent que 2 millions d'ariary de redevances seulement rentrent dans les caisses de l'État dans cette plus grande exploitation minière à ciel ouvert du monde. « Les Malgaches propriétaires des richesses contribuables, participent activement au paiement de leurs impôts et pourquoi pas les étrangers ? C'est tout un réseau de profiteurs qu'il faut démanteler dans ce cas de pertes financières pour l'État » estime-t-il.

Factures de la JIRAMA – Une nouvelle tarification officiellement en place

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 8 JUIN 2021

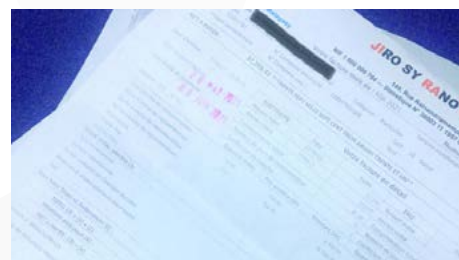
Vendredi dernier, l'Office de régulation de l'électricité (ORE) a officialisé les nouveaux tarifs d'électricité appliqués par la compagnie nationale d'eau et d'électricité. Cette nouvelle tarification dispose des mêmes catégories d'abonnés que celles appliquées au mois de janvier dernier, ce qui a généré une hausse exorbitante de la facture de certains clients de la JIRAMA.

Face à cette énorme hausse et à la demande du Gouvernement, l'entreprise énergétique a donc revu chaque catégorie pour mieux les adapter aux besoins, mais plus particulièrement au pouvoir d'achat de la clientèle de la JIRAMA. « Comme c'était mentionné dans l'ancienne tarification, la grille est encore divisée en quatre catégories, à savoir Superconfort, Confort, Economique et Social. Les changements ont surtout été opérés au niveau du prix du kWh. Pour le tarif « Economique » par exemple, le montant de la tranche 1 est abaissé à 340 ariary, au lieu de 370 ariary auparavant. Pour les

catégories « Superconfort », « Confort » et « Economique », la nouveauté est l'introduction de la deuxième tranche (T2) située entre 130 et 300 kWh, soit 600 ariary le kWh pour les catégories « Superconfort » et « Confort » et 560 ariary pour la catégorie « Economique », détaille un responsable au niveau de la compagnie.

La JIRAMA a déjà introduit une simulation sur ce que pourrait être le coût de la facture du consommateur avec les nouveaux tarifs dans la facturation du mois de mai. L'idée étant de préparer d'ores et déjà les abonnés à ce nouveau basculement de tarif, surtout qu'au cours des derniers mois, les clients ont ignoré sur quel tarif exactement la JIRAMA s'est basée pour élaborer chaque facture.

D'autre part, pour éviter encore une hausse démesurée de sa facture d'électricité, il faut aussi être raisonnable dans sa consommation. C'est pour cette raison que la JIRAMA a réalisé une campagne contre la surconsommation afin d'éduquer ses



clients à mieux utiliser l'électricité. « De plus, la mise en place des trois tranches a été faite pour atténuer le surcoût de la surconsommation des clients », rajoute le responsable. A partir de maintenant, la consommation sera donc divisée en trois tranches et non plus deux comme avant. D'après les techniciens, cela évitera une augmentation trop conséquente des frais d'électricité.

Dans tous les cas, avec cette nouvelle tarification, le coût du kWh est harmonisé pour toutes les Régions qui, auparavant, ont été pénalisées en payant la facture d'électricité à un coût plus élevé. L'objectif de la péréquation tarifaire est ainsi atteint.

Cap business OI: Noro Andriamamonjirison prend fonction

ARH | LES NOUVELLES | 8 JUIN 2021

«Je considère qu'à travers mon élection à la présidence de Cap business océan Indien – plateforme régionale réunissant les entrepreneurs et les opérateurs économiques des territoires de la zone du sud-ouest de l'océan Indien – au titre de la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA) : c'est Madagascar et son secteur privé qui sont mis à l'honneur», a déclaré Noro Andriamamonjirison, nouvellement élue présidente de Cap business océan Indien (Cap business OI) – anciennement appelé Union des chambres de commerce et d'industrie de l'océan Indien (UCCIOI).

A l'occasion, elle n'a pas manqué de remercier les membres de Cap business OI de lui avoir accordé leur confiance pour diriger cette association dont la mission principale, rappelle-t-elle, est de «promouvoir et faciliter la coopération économique régionale par le biais du secteur privé».

Pour le comité directeur nouvellement élu, les défis «sont nombreux», note-t-elle tout en soulignant que Cap business OI est à une «période charnière, marquée par la mise en œuvre du Livre Blanc pour la période 2021 -2025 dont le thème central est : Cohérence pour l'avenir et le progrès de l'océan Indien».

«Le soutien de Cap Business océan Indien à la résilience des entreprises devra s'inscrire dans les thèmes essentiels pour nos territoires insulaires pour lesquels des actions communes sont déjà en cours, à savoir l'économie circulaire, l'économie bleue, ainsi que la connectivité à travers notamment le développement du transport maritime», indique Noro Andriamamonjirison. Selon elle, «Les efforts de relance économique post Covid-19



devront également montrer notre capacité à œuvrer ensemble et à mener des actions communes, notamment dans le secteur du tourisme où les opérateurs des Iles Vanille devront, plus que jamais, montrer leur solidarité».

Relèvement de la fiscalité minière : Les professionnels craignent une fuite des investissements

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 8 JUIN 2021

Avec la tentative de l'exécutif de procéder à un relèvement exorbitant de la fiscalité minière, à travers le projet du nouveau code minier, les professionnels de la filière mine craignent une fuite des investissements.

Le projet du nouveau code minier fait toujours débat. Votée en conseil de gouvernement, la nouvelle législation minière n'a pas encore passé l'étape parlementaire, et reste encore à l'état de projet. Force est, en tout cas, de rappeler que certaines dispositions de ce projet du nouveau code minier ont provoqué le tollé général au niveau du secteur privé et de la société civile.

Coup fatal. Plus particulièrement les dispositions relatives au relèvement des taxes et redevances minières sèment le doute du côté des investisseurs. L'article 21 de ce nouveau code prévoit notamment le relèvement des redevances minières pour les minerais, métaux précieux et pierres fines brutes. L'article 24, qui fait également débat, prévoit une augmentation de la redevance due à l'État en stipulant que ce dernier a droit à une part de production à hauteur de 20% minimum dans toute production minière commercialisable. Une gloutonnerie de l'État qui risque, selon les observateurs, de donner un coup fatal au secteur minier malgache. En effet, l'État affiche cette volonté d'augmenter « sa part

» dans les bénéfices des ressources minières. D'où cette idée de durcir davantage la fiscalité minière à travers l'augmentation des taux des taxes et redevances. L'Exécutif a, par ailleurs, cette tendance à comparer ce qui se passe à Madagascar avec ce qui se fait dans les autres pays miniers. C'est le cas notamment pour le Mozambique, un des concurrents directs de Madagascar dont les redevances sont de 3% pour les métaux de base et le charbon, 6% pour les métaux et les pierres précieuses et semi-précieuses, 8% pour les diamants. L'alignement aux taux mozambicains est tentant pour Madagascar. Mais le scénario risque de nuire davantage à la compétitivité de Madagascar. Pour la bonne et simple raison que la Grande Île est loin de disposer des avantages comparatifs de ce pays africain. En effet, le Mozambique met à la disposition des investisseurs miniers 3 ports connectés à des réseaux de chemin de fer et une compagnie d'électricité performante... Bref, de quoi faciliter les investissements. **« Antiéconomique ».** Ce qui n'est évidemment pas le cas pour Madagascar où l'énergie de la Jirama tout en étant

insuffisante coûte très cher. En somme, et comme le soutiennent le secteur privé minier et la société civile, le relèvement de la fiscalité n'est autre chose qu'une mesure « antiéconomique ». Les professionnels du secteur minier déplorent, par exemple, qu'avec les dispositions fiscales prévues dans ce nouveau code, l'on pourrait en arriver à une fiscalité minière de 24%, soit un quart des revenus. Une fiscalité exorbitante qui aura pour impact de faire fuir les investisseurs miniers qui préféreraient investir au Mozambique ou ailleurs où les avantages comparatifs sont meilleurs, et où le climat des investissements est plus clément. En somme, l'État malgache doit bien réfléchir avant de franchir le rubicond dans cette tentative de relèvement des taxes et redevances minières. Il y a danger car c'est l'ensemble du secteur minier qui pourrait en pâtir. Un secteur qui, il ne faut pas oublier, est vital pour l'économie du pays quand on sait qu'à elles seules, les mines représentent 30% des recettes d'exportation, et 40% des investissements directs étrangers.

Centrale solaire Andranotakatra – La première phase du projet inaugurée

ARH | LES NOUVELLES | 8 JUIN 2021

La première phase de l'installation de la Centrale solaire d'une capacité de 17 MW a été inaugurée officiellement dans la commune rurale de Belobaka à Andranotakatra, district de Mahajanga 2, mardi dernier, par le Président Andry Rajoelina.

Comme prévu au programme initial, la première phase consiste à la mise en place des panneaux solaires pour la production de 1.25 Mégawatts. Il était prévu être achevé en novembre dernier. « La production de cette énergie solaire permettra d'alléger les factures des abonnés de la Jirama et d'éviter les séries de délestage »,

a indiqué Andry Rajoelina, lors de l'inauguration. La Centrale produira à la fin du projet 17 MW d'énergie. La prochaine étape consistera à mettre en place 23 616 panneaux solaires, sur les 35000 prévus, qui produiront 10.75 MW pour la deuxième phase du projet, d'après le DG de la Jirama. Soit dix fois plus que lors de cette première phase. Selon le calendrier initial, cette deuxième étape était prévue pour le mois de mars dernier. Le projet accuse ainsi un grand retard depuis le début, car cette centrale solaire devrait être achevée et inaugurée au mois de décembre.

Fanja Razakaboana : "Se faire vacciner pour avancer"

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 8 JUIN 2021

Les entreprises gérées par les femmes ont été sévèrement impactées par la crise sanitaire. « Ce sont surtout des micros, petites et moyennes entreprises. Force est de constater qu'avec les difficultés auxquelles elles font face, beaucoup ont dû basculer dans l'informel. Ce qui constitue un signal fort de la gravité de la situation. » déplore Fanja Razakaboana, présidente du Groupement des Femmes Entrepreneurs de Madagascar GFEM et vice-présidente de la Chambre de Commerce et d'Industrie d'Antananarivo.

« Se faire vacciner permettra d'avancer ». La présidente du GFEM affirme que sans



la vaccination, les obstacles entravant le développement économique seront davantage complexes à surmonter. C'est la raison pour laquelle elle a décidé de se faire vacciner avec sa famille la semaine dernière, au Galaxy Andraharo. Elle veut ainsi montrer l'exemple auprès des

femmes du groupement.

« En tant que leader d'organisation, citoyenne engagée et mère, être un exemple est un acte de bienveillance pour soi-même et pour tous ceux qui nous entourent. Ce vaccin n'est pas mon premier mais il est assez particulier car il me fait finalement rappeler la résilience dont il faut faire preuve depuis le début de cette pandémie. Par solidarité avec tous ceux qui ont perdu un être cher, leur travail et leur affaire, se faire vacciner nous permettra d'atteindre l'immunité collective rapidement, mais surtout nous donnera une dose d'espoir pour le futur » dit-elle avec conviction.

PEM : Le secteur privé demande une concertation

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 8 JUIN 2021

La validation de ce Plan Emergence de Madagascar est prévue se tenir ce mois de juin.

Dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, tous les efforts ont été menés pour lutter contre la propagation de la pandémie liée à la Covid-19. « Il est indéniable que la protection sanitaire de la population malgache constitue une priorité des priorités pour l'État. Mais, n'est-il plus temps de discuter sur le côté économique afin de relancer tous les secteurs contribuant au développement de la nation ? ». Le Président du FIVMPAMA (Fivondronan'ny Mpandraharaha Malagasy), Andrianavalomanana Razafiarison, l'a évoqué à la presse en marge de la signature de la convention de partenariat entre ce groupement et l'établissement d'enseignement supérieur INSCAE. Le secteur privé demande ainsi la reprise des dialogues avec l'État en vue d'une concertation concernant surtout l'élaboration et la validation du PEM (Plan Emergence de Madagascar).

Expirée en juin. Rappelons que lors des dernières rencontres entre les groupements des opérateurs économiques privés et les ministères concernés, l'an dernier, ces premiers ont proposé un plan de mitigation face à la Covid-19. Mais cela a été rejeté par l'État. Un plan multisectoriel d'urgence a été ensuite validé et mis en œuvre à Madagascar. « C'est un document cadre référentiel économique permettant de faire fonctionner le pays, dans le cadre de l'application de l'état d'urgence. Mais sa validité a expiré ce mois de juin. Raison pour laquelle, nous insistons sur la reprise des dialogues visant à discuter et concerter sur les tenants et les aboutissants de ce Plan Emergence de Madagascar. Force est également de remarquer que le secteur privé a toujours été consulté dans l'élaboration de tous les documents cadres référentiels économiques dans le pays. On peut citer, entre autres, le document de stratégie de développement économique, le Madagascar Action Plan et le Plan National de Développement. Il en va dans cette logique

pour le PEM. La consultation du secteur privé sur l'élaboration et la validation des documents cadres référentiels économiques est d'ailleurs une pratique courante dans tous les pays du monde », a fait savoir le président national du FIVMPAMA.

Les plus représentatifs. Il est à noter que ce Plan Emergence Madagascar aurait dû être présenté aux bailleurs de fonds et à tous les partenaires techniques et financiers de la Grande Île au début de cette année. Sa validation est prévue se tenir ce mois de juin. Et le président de ce groupement tient à préciser que les groupements professionnels multisectoriels et multi-genre qui sont les plus représentatifs du secteur privé à Madagascar ne sont autres que le FIVMPAMA et le GEM (Groupement des Entreprises de Madagascar). Ce dernier inclut les autres groupements sectoriels comme le SIM (Syndicat des Industries de Madagascar) et le GEFP (Groupement des Entreprises Franches et Partenaires).

Diplomatie économique. En revenant sur les impacts économiques de la crise sanitaire liée à la Covid-19 qui a duré plus d'un an dans le pays, « environ 10 à 15% des 5.000 PME membres du FIVMPAMA, restent encore en cessation d'activité. Ils opèrent notamment dans les secteurs du tourisme, des mines et de la culture. Il faut ainsi mobiliser le ministère des Affaires Étrangères en renforçant notre diplomatie économique afin de tirer profit des résolutions émises le 18 mai dernier lors du Sommet sur les économies africaines à Paris. Il y a été évoqué que des financements seront alloués aux PME en vue de relancer les économies en Afrique. C'est valable puisque plus de 90% des acteurs économiques à Madagascar sont constitués de PME. À l'instar des autres pays africains, l'État devra ainsi présenter son projet dans les plus brefs délais pour pouvoir en bénéficier », a conclu Andrianavalomanana Razafiarison.

Ressources halieutiques – La pêche illégale difficile à circonscrire

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 9 JUIN 2021

La journée mondiale de l'océan célébrée le 8 juin, rappelle encore les nombreuses failles dans la lutte contre les pêches illicites.

Dix-sept cas de pêche illégale non déclarée et non réglementée (INN) sur les zones économiques exclusives (ZEE) de Madagascar en 2020. C'est le chiffre annoncé par le Centre de fusion d'informations maritimes (CFIM). Un centre mis en place dans le cadre des activités pilotées par la commission de l'océan indien, figurant au programme régional de sécurité maritime sur financement européen. L'objectif étant de lutter contre le trafic et crimes commis en mer en partageant et en fusionnant les informations maritimes permettant de mener des opérations coordonnées en mer afin de traiter les menaces signalées.

« Parmi ces dix-sept cas figurent les collectes ne respectant pas les saisons de pêche ou effectuées en utilisant des engins de pêche prohibés ou ne respectant pas les normes établies par la législation malgache. Il y a également des cas de collecte sans permis », explique le site du CFIM. Les concombres de mer sont les plus convoités avec 3 303 kg capturés illicitement. Viennent ensuite les crevettes avec 1 554 kg, les requins avec 2 616 kg, les crabes, les

poissons, les thons, les huîtres (avec près d'une demi tonne), les sardines et les pieuvres, les tortues marines et les hippocampes. L'Ambassade des États-Unis rapporte qu'il y aurait 130 000 tonnes de pêche illégale par an.

Surveillance de pêche

La pêche illégale non déclarée et non réglementée (INN) se déroule notamment dans la région Diana, et entre les côtes de Toliara et Mahajanga, selon les détails publiés par le CFIM. Ce dernier travaille de concert avec le centre de surveillance de pêche (CSP) qui assure la surveillance des navires se trouvant dans la zone économique exclusive de la Grande île.

« La surveillance s'effectue à l'aide d'une plateforme de surveillance de navires dotés de système d'identification automatique. Les informations recueillies sur les navires sont transmises auprès du CSP qui effectue une confrontation des bases de données par un système de suivi satellitaire des navires de pêche avec la liste des navires ayant des licences de pêche valides et présentes dans notre zone de pêche », ajoute la source. Le



La pêche illégale, non déclarée et non réglementée fait perdre près d'un milliard de dollars par an à Madagascar.

CFIM précise par ailleurs qu'on observe une forte augmentation d'événements et incidents maritimes par rapport aux trois années précédentes allant jusqu'à plus de cinq-cents cas. La pêche contribue à hauteur de 750 millions de dollars soit 7% du PIB et 6, 6% des exportations en 2018. Outre les bateaux « Atsantsa » et « Telonify », cinq vedettes rapides assurent la surveillance des côtes. Les vedettes sont placées dans les cinq ports du pays. En attendant les dessous du nouvel accord de pêche avec l'Union européenne et ceux de la réforme menée dans le secteur Pêche, le contrôle de la pêche illégale reste très difficile.

Padap: une agriculture durable grâce à l'approche paysage

ARH | LES NOUVELLES | 9 JUIN 2021

Le Projet d'agriculture durable par une approche paysage (Padap) est actuellement à sa quatrième année de réalisation. L'objectif global est de réduire la dégradation des ressources naturelles et d'augmenter la valeur ajoutée des secteurs productifs par l'approche « paysage ». Comme principal outil de travail, le Padap a développé le Plan d'aménagement et de gestion durable d'un paysage (PAGDP).

Pour le projet, le paysage représente l'ensemble des bassins hydrographiques impactant un périmètre irrigué donné, mais également un construit social intégrant différents aspects. « Compte tenu de cet objectif d'envergure nationale, le Padap a développé le PAGDP qui offre des orientations se traduisant en stratégie et en plan d'actions multisectoriel », a expliqué Oliva Rafalimanana, coordinatrice nationale du Padap. Des outils avec des fiches techniques ont été développés pour être utilisés à chaque phase d'élaboration et de mise en œuvre du plan. A l'issue de l'élaboration du PAGDP d'Izafo (Analanjirifo) – une des zones d'intervention du Padap – une douzaine de paniers et sous-paniers d'actions ont été, par exemple, définis. « Ces paniers et sous-paniers d'actions sont principalement axés sur les besoins de la population en infrastructure, en eau, hygiène et assainissement et, dans une moindre mesure, en renforcement des capacités. Leur réalisation effective



est estimée à 20 ans avec un budget de près de 192,8 milliards d'ariary », apprend-on du Padap.

Le cas d'Izafo. Selon les premières réalisations à Izafo, la première étape de mise en œuvre a couvert 2.000 ha sur les 5.000 ha de plaine, répartis dans les communes de Mahanoro, Ampasimazava, Maromitety et Antanamarina, 16 nouveaux barrages ont été reconstruits et 23 barrages réhabilités. Il y a également l'ouverture de 42 km de canaux d'irrigation et les travaux de renforcement de 3.750 m de canaux principaux. Avec un budget total de 9,8 milliards ariary, 3.470 personnes,

dont 1.040 femmes, bénéficient de ces actions.

Pour rappel, le Padap dure cinq ans, de 2017 à 2022, avec un financement total de 107 millions de dollars de l'Agence française de développement (AFD), de la Banque mondiale et du Fonds pour l'environnement mondial. Le projet est instruit par les ministères en charge de l'Agriculture, le chef de file, de l'Environnement et de l'Eau. Le projet couvre cinq zones d'intervention, à savoir les paysages d'Izafo et Soanierana Ivongo (Analanjirifo), Marovoay (Boeny), Bealanana (Sofia) et d'Andapa (Sava).

Exécution budgétaire : Une bonne performance du MEF en 2020

R. EDMOND | MIDI MADAGASIKARA | 9 JUIN 2021

Malgré les impacts néfastes de la crise sanitaire, le bilan du ministère de l'Économie et des Finances (MEF) s'affiche plutôt positif.

Le ministre de l'Économie et des Finances, Richard Randriamandrato l'a démontré, hier lors de la présentation du rapport d'activités de ce ministère au titre de l'année 2020. Un rapport d'activités qui a fait ressortir une bonne exécution budgétaire.

Bonne performance. Un bilan positif caractérisé, notamment, par une bonne performance en matière de recettes fiscales qui affichent un taux de réalisation de 96,6%, soit 2 663,39 milliards d'ariary sur une prévision de 2 757,02 milliards ariary. Un bon résultat qui résulte des efforts de digitalisation de la perception fiscale entrepris par la Direction Générale des Impôts. En effet, 380,9 milliards de recettes ont été payées via mobile money, 959,39 milliards ariary via la plateforme digitale « e-Hetra Payment » et 1 703,61 milliards ariary à travers d'autres modes de paiement. Par ailleurs, la campagne de sensibilisation sur le civisme fiscal « Anjara Hetrako » dans les régions Analamanga et Atsimo Andrefana a généré 429,04 millions d'ariary avec 17 880 cartes fiscales délivrées. Pour sa part, la douane a totalisé 2187,4 milliards d'ariary sur une projection de 2 200,2 milliards d'ariary. Une petite différence liée à la persistance de la pandémie. La collecte



Le ministre de l'Économie et des Finances, Richard Randriamandrato, a présenté le rapport d'activités de son ministère devant les députés.

de recettes sur les produits pétroliers a également souffert de la pandémie.

Confiance des bailleurs. En ce qui concerne l'exécution budgétaire, la performance est également bonne puisqu'elle est de 95,8% malgré les restrictions dues à la crise sanitaire. « Ces performances constituent la preuve que le gouvernement travaille bien pour le bien de la population », a déclaré le ministre de l'Économie et des Finances, lors de la présentation du bilan de son département. Une bonne gouvernance qui s'est d'ailleurs manifestée par la confiance des bailleurs de fonds qui ont continué de financer des projets. En tout, l'État malagasy a signé 18 accords de dons avec les partenaires techniques et financiers comme la Banque Mondiale, l'Union Européenne,

la Banque Africaine de Développement, l'Agence Française de Développement. Parmi les projets financés, figure l'Aménagement de Corridors et de Facilitation du Commerce de l'Union Européenne et de la BAD, d'un montant de 39,2 millions d'euros. 15 accords de prêt ont également été signés. « Ces accords démontrent que les bailleurs de fonds continuent d'avoir confiance à l'État malagasy », a souligné le Grand argentier.

Faits marquants. Parmi les faits marquants pour 2020, le ministre de l'Économie et des Finances a notamment évoqué la rigueur dans la gestion du Fonds Covid. En effet, toutes les dépenses sont justifiées et les détails d'exécution sont publiés sur le site du ministère. Par ailleurs, les Crédits d'Investissements destinés à l'Appui au Développement (CIAD) ont été augmentés. Mais les grandes nouveautés de l'exercice budgétaire 2020 ont également été la suppression des comptes de commerce, origines de tous les abus pendant les précédents gouvernements, ainsi que la suppression des retours de budget. En somme, la bonne gouvernance était de mise en 2020. Et on espère mieux pour 2021.

L'énergie à la maison - Le basculement vers le gaz domestique enclenché

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 9 JUIN 2021

En bonne voie. La baisse de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) pour le gaz domestique à 5 %, au lieu de 20 %, n'est qu'une première étape. Le ministère de l'Environnement et du Développement durable (MEDD) collabore de près avec les opérateurs du secteur privé pour favoriser l'utilisation de cette source d'énergie, en alternative au charbon de bois. « Notre objectif n'est pas de supprimer tout de suite et définitivement l'utilisation du charbon de bois. Le basculement vers le gaz domestique se fera par étapes. Les utilisateurs seront sensibilisés au fur et à mesure à son utilisation. Les avantages autant pour les ménages que pour l'environnement ne sont pas encore connus de tous. C'est pourquoi nous nous activons encore dans la sensibilisation des ménages pour casser le stéréotype affirmant que le gaz est un produit de luxe », défend un responsable au niveau de la Direction générale du Développement durable au sein du

MEDD. La consommation annuelle de charbon de bois s'élève aujourd'hui à 450 000 tonnes contre seulement 7 000 tonnes pour le gaz domestique. L'objectif final est donc d'inverser ces données. « En tout cas, une hausse de 2 500 tonnes de la consommation de gaz est déjà attendue dès cette année avec les différentes dispositions mises en place par le ministère et les opérateurs », rajoute ce responsable.

L'usage du gaz domestique contribue considérablement à une protection des ressources forestières. Pour une tonne de charbon de bois, il faut notamment 1 000 tonnes de bois. Pour la consommation annuelle, près de 450 millions de tonnes de bois sont donc coupés et ravagés. Avec une hausse de l'utilisation du gaz domestique, ces chiffres pourront alors baisser. Mais d'après les prévisions du MEDD, l'utilisation du charbon de bois sera particulièrement réduite d'ici une vingtaine d'années.



Les ménages pourront également faire des économies sur le long terme. Pour cuire un kilo de riz, cela ne prend que 20 minutes avec le gaz domestique avec une dépense énergétique de 40g alors qu'avec le charbon, cela nécessite plus de 40 minutes avec un demi-kilo d'énergie consommée, soit dix fois plus élevée. Il ne faut pas oublier que le gaz s'achète aujourd'hui au détail. Les efforts pour vulgariser le gaz domestique seront donc de plus en plus renforcés.

Huiles essentielles : Une filière d'avenir

CLAUDIA R. | MA-LAZA | 9 JUIN 2021

La production d'huiles essentielles est une filière prometteuse. Elle peut constituer un véritable pilier de développement pour le pays. Il faudrait néanmoins la structurer, selon le Groupement des Exportateurs d'Huiles essentielles, Extraits et oléorésines de Madagascar GEHEM

Madagascar possède de nombreuses plantes endémiques et aromatiques utilisées pour la production d'huiles essentielles de qualité. Il en existe plusieurs types pour différents usages. Avec la crise sanitaire, l'exportation d'huiles essentielles pour la parfumerie (ylang ylang, géranium...) a baissé suite à une réduction de la demande. En revanche, l'exportation d'huiles essentielles antivirales comme le ravintsara, le niaouli, ou le mandravasarotra... a connu une forte hausse. Ce qui a été également le cas pour celles utilisées dans l'aromathérapie, les cosmétiques ou encore les arômes alimentaires a expliqué le GEHEM.

« Si en 2019 la valeur des exportations était de 92 millions USD, il y a eu une augmentation de 14 à 15 % en 2020 puisqu'elle a atteint près de 108 millions USD, représentant 4.500 tonnes d'huiles essentielles, soit près de 3% du marché mondial » a précisé Nirina Olivier Rakotoson, président du GEHEM. Les principaux clients se trouvent en



Europe, mais Madagascar exporte aussi aux Etats-Unis, en Asie et vers certains pays d'Afrique. La consommation locale a également augmenté avec le contexte sanitaire, certaines huiles essentielles étant un stimulant pour la défense immunitaire.

Une filière à restructurer

« Cinq points doivent être corrigés avec les ministères pour promouvoir et développer la filière à Madagascar » suggère le président du GEHEM. La loi et les réglementations doivent être adaptées à la situation actuelle et être uniformes dans tout le pays. Il importe aussi de trouver une solution pérenne au problème « bois énergie » en les substituant par des briquettes et en

misant sur une reforestation massive... Pour les problèmes liés au marché, « Madagascar doit trouver sa place en essayant de valoriser les terroirs et produits endémiques de Madagascar » a-t-il avancé. Il est tout aussi important de mettre en place un centre de recherche. Un laboratoire qui se chargera de faire des recherches approfondies, des études, des essais... pour lancer de nouveaux produits. « Cela aidera à trouver d'autres molécules en cas de nouvelles pandémies. Il faut anticiper » a-t-il estimé.

A noter que 70% des acteurs de la filière œuvrent encore dans l'informel. Il importe restructurer le secteur pour qu'il puisse constituer un véritable pilier de développement, d'où l'importance de la mise en place de la plateforme « huiles essentielles ». A la fois pourvoyeur d'emplois, et de devises cette filière présente un haut potentiel de développement économique pour le pays. Le défi est d'atteindre 1 milliard USD de rentrée de devises à l'horizon 2030.

Prix des PPN: le Mica avance un contexte mondial difficile

RIANA R. | LES NOUVELLES | 9 JUIN 2021

Le prix des PPN sur le marché local ne fléchit pas malgré l'amélioration de la situation sanitaire. C'est le cas du prix de l'huile alimentaire qui connaît une hausse continue ces dernières semaines. Questionné à ce sujet, Rarivojaona Andrianirinanja, directeur général du Commerce au niveau du ministère de l'Industrie, du commerce et de l'artisanat (Mica), avance qu'« Actuellement, la crise du Covid-19 impacte encore fortement le marché mondial et toute la chaîne de

production, même nationale ».

Alors que le coût de la logistique, incluant l'équipement, le transport, les frais, le stockage, avoisinait les 500 dollars avant la crise, il atteint en ce moment les 2.000 dollars, rapporte ce responsable. Il ajoute que « La durée de l'importation par bateau a doublée par rapport à la période d'avant-crise. Il faut deux mois actuellement pour l'importation de marchandises par bateau au lieu d'un mois auparavant ». Pour rappel, la FAO a noté, dans son



dernier rapport publié en mai, une nouvelle hausse des prix des produits alimentaires mondiaux, atteignant leur niveau le plus haut depuis septembre 2011.

Reprise économique: production positive malgré le ralentissement

ARH | LES NOUVELLES | 10 JUIN 2021

La reprise économique attendue cette année pourrait être ralentie par la deuxième vague de l'épidémie de Covid-19. Les premiers résultats de l'Enquête de conjoncture économique (ECE) réalisée par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) au cours du mois d'avril auprès des entreprises et des banques territoriales, montrent un ralentissement des activités économiques sur le premier trimestre de cette année.

Les « effets combinés d'une baisse saisonnière habituelle au premier trimestre et des impacts de la résurgence de l'épidémie » expliquent entre autres ce ralentissement, selon les analyses de la BFM dans sa dernière note de conjoncture économique.

Malgré l'apparition de nouveaux variants du Covid-19 et avec la perspective de vastes campagnes d'immunisation,

l'économie mondiale est prévue être en croissance de +6,0 % en 2021, contre une contraction estimée à 3,3 % pour 2020. A Madagascar, selon les prévisions du Cadrage macroéconomique lié au nouveau programme sur la Facilité élargie des crédits avec le FMI, « la production croîtrait de 3,2 %, après un repli de 4,2 % en 2020 », selon les estimations de BFM. Pour la Grande île, cette croissance serait essentiellement tirée par le secteur secondaire (+4,9 %, contre -16,0 % en 2020), dont les industries minières (8,1 %) et la branche des énergies (5,0 %), et le secteur tertiaire (+2,8 %, contre -1,1 % en 2020). Cependant, le tourisme et le transport pourraient freiner la dynamique des activités de services. Pour le secteur primaire, une croissance de la production agricole de 2,6 % est espérée en 2021, contre +2,0 % en 2020.

Transport aérien - ADEMA reprend du poil de la bête

HARY RAKOTO | LA VÉRITÉ | 10 JUIN 2021

Sortir la tête de l'eau malgré une reprise lente et difficile. C'est l'objectif que se fixe la société Aéroports de Madagascar (ADEMA) qui vient de signer, récemment, un peu moins d'une dizaine de contrats de partenariat public-privé pour la gestion et la rénovation des aéroports qui sont sous sa tutelle. Insuffisant ou quasi inexistant, le trafic aérien sur la plupart des aérodromes secondaires de Madagascar représentent un frein au développement. Ainsi face à ces contraintes, les autres aéroports internationaux sont sur la voie d'Ivato et de Foscène.

« A l'image des aérodromes de Mananara-Avaratra, Antalaha, Vohémar, Morombe, Maintirano, Analalava, Manakara et Antsirabe qui ont déjà trouvé preneur sur les contrats de gestion », selon le rapport du Premier ministre face aux députés en visioconférence avant-hier. Ainsi, ces quelques infrastructures seront désormais gérées par des opérateurs privés comme Filatex, Floribis ou



encore Harold Aéroport. « Ces derniers s'occuperont exclusivement du système de gestion mais ça sera encore ADEMA qui s'occupera des investissements et du financement », expliquait Léon Bernard Rakotohavana, directeur de développement commercial et du partenariat de l'ADEMA au tout début des négociations. Cette société va instaurer un système de perception à hauteur de mille huit cent ariary par billet dans cet accord. Le processus d'intégration des partenaires privés est construit sur la base d'un appel à manifestation d'intérêt, d'un appel d'offres international et de cahier des charges qui tiennent compte de la situation particulière de chaque aéroport et du territoire qu'il sert. Ainsi,

l'augmentation du trafic et la nécessité de se moderniser et d'innover pour capter plus de revenus aéronautiques et extra-aéronautiques ont poussé les Aéroports de Madagascar à réfléchir à la remise aux normes des aéroports internationaux du pays. Dans ce contexte, priorité est donc accordée à l'instauration d'un environnement propice au développement de la compétitivité du secteur du transport aérien à travers notamment un saut qualitatif sur le plan infrastructurel. En aval, les efforts se reflètent par la mise en œuvre d'une politique d'ouverture vers le secteur privé dans la modernisation et l'exploitation des activités et patrimoines aéronautiques. Pour rappel, ADEMA gère six aéroports internationaux comme Taolagnaro, Toliara, Toamasina, Mahajanga, Antsiranana et Sainte-Marie et quatre aéroports principaux dont Sambava, Morondava, Fianarantsoa et Mananjary de différentes capacités et vocations répartis dans toute l'île.

Offre bancaire: Société Générale lance un Plan épargne retraite

RIANA R. | LES NOUVELLES | 10 JUIN 2021

Un nouveau produit s'ajoute aux offres proposées par la Société Générale Madagasikara. La banque vient de lancer le «Plan épargne retraite», une formule d'épargne permettant à ses clients de prévoir la période après la vie active. L'offre s'adresse aux particuliers pour leur permettre de constituer une épargne selon la capacité de chacun durant sa vie active. Elle vise également les entreprises qui prévoient de proposer aux salariés la possibilité d'accéder à une retraite à travers le

Plan épargne retraite (PER).

La banque avance plusieurs avantages dans cette nouvelle offre, entre autres un plan de versement adapté à la capacité de versement du client, aucun frais de compte ni de frais de clôture à l'âge de retraite, un placement exonéré d'impôts, ou encore la possibilité de souscrire à un nouveau contrat PER individuel après une anticipation.

Programme « One district, one factory » - 30 industries en cours d'installation

SOLANGE HERINIAINA | LA VÉRITÉ | 10 JUIN 2021

Le Gouvernement a l'ambition de mettre en place des industries dans les 119 Districts. La moitié du chemin a déjà été accomplie l'année dernière. Durant la rencontre des membres du Gouvernement avec les députés en visioconférence, le Premier ministre Ntsay Christian a fait part de la poursuite des efforts menés dans le secteur productif.

Selon ses dires, trente industries sont actuellement en cours d'installation au niveau des districts. « Les papiers administratifs de ces entreprises sont presque terminés. Nous avons fait en sorte que chaque industrie répond aux besoins et au contexte local » souligne le chef du Gouvernement. Pour rappel, le programme ODOF permet de rehausser le pourcentage de la productivité, d'améliorer la qualité de la production, de respecter les différentes normes requises et surtout de faciliter

le commerce de ces produits locaux. Le ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat, Lantsoa Rakotomalala, a également fait part que cinq entreprises demandent la transformation de la vanille en produits dérivés. « L'avantage de la transformation c'est d'éviter le gaspillage. Dans la filière vanille par exemple, il y a des écarts de triages », avance le ministre. Les dernières prévisions tablent une croissance économique de 3,2% cette année après un repli de 4,2% en 2020. Elle serait essentiellement tirée par le secteur secondaire à hauteur de 4,9%, contre -16% l'année dernière.

Des opérateurs dans le secteur de l'industrie se réjouissent de l'initiative du Gouvernement. Toutefois, ils attendent des actions concrètes en faveur des opérateurs dans le contexte de crise sanitaire actuel. « Nous partageons les mêmes visions que le Gouvernement



en termes d'industrialisation car c'est un moyen de créer de l'emploi dans le pays. Toutefois, les entreprises sont actuellement en difficulté financière. Les opérateurs ont proposé un financement direct comme dans tous les autres pays du monde. Mais le Gouvernement a proposé un prêt à taux bonifié alors que nous n'avons même pas les moyens de rembourser les dettes durant cette deuxième vague », souligne Andrianavalomanana Razafiarison, président du groupement des patronats malagasy (FIVMPAMA).

Colloque à Tolagnaro – Zoom sur le développement du Sud

MIRANA IHARILIVA | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 10 JUIN 2021

Colloque régional pour l'émergence du Sud de Madagascar. Voici le titre du rendez-vous qui se tiendra, demain et samedi, à Taolagnaro.

Durant deux jours, des membres du gouvernement, élus et responsables locaux, parlementaires, notables, des experts économiques et en développement intégré, vont cogiter, débattre et définir les grandes lignes d'une politique d'émergence pour le Sud du pays. Des séances de travail qui seront sous la houlette de Andry Rajoelina, président de la République. Les deux principales régions ciblées sont l'Anosy et l'Androy.

Le retour en force du Kere, l'année dernière, a placé des localités des régions Anosy et Androy sous les projecteurs nationaux et internationaux. Ces collectivités territoriales décentralisées accusent, pourtant, de grands retards de développement, depuis plusieurs décennies. Entre sécheresse, insécurité alimentaire et razzia des Dahalo, les habitants de cette partie du pays sont constamment sur le fil du rasoir. Il y a, aussi, le grand retard en matière d'infrastructure de base. Pareillement,



Andry Rajoelina apprécie la production de manioc dans un projet d'agriculture lors de sa dernière visite à Tolagnaro.

pour l'entrepreneuriat et l'industrie.

Cinq thèmes

Dans une interview diffusée sur une station privée de la capitale, hier, Marie Michelle Sahondrarimalala, ministre de l'Education nationale, dresse un tableau sombre de la situation de l'éducation dans les deux régions cibles du colloque de Taolagnaro. Elle indique que 50% des habitants entre 5 à 25 ans dans la région Androy n'ont pas été à l'école. Pour la région Anosy, ce chiffre grimpe à 55%. Seuls 21% des

élèves de la région Anosy terminent la primaire. Ce qui indique qu'il y a un fort taux de scolarisation, également. Le renforcement du secteur éducatif par une approche multidimensionnelle est un des sujets à discuter durant les deux prochains jours. En tout, les enjeux du développement dans le Sud, seront répartis en cinq thématiques. L'éducation fait partie du thème « bien-être social et développement humain ». Y figurent aussi, la santé, le planning familial et la protection sociale.

Le deuxième thème concerne « les infrastructures de base », comme l'eau, les routes, l'énergie ou l'habitat. Le troisième sujet porte sur « la sécurité alimentaire, la résilience communautaire et l'émergence agricole ». Viendra ensuite la thématique concernant la paix et la sécurité. La place et le rôle du secteur privé dans l'émergence du Sud de Madagascar est le dernier thème du colloque, qui va durer deux jours, au camp militaire Flacourt de Taolagnaro.

Aviadev Africa 2021 : Plus de 1 000 acteurs du monde aéroportuaire rassemblés

NAVALONA R. | MIDI MADAGASIKARA | 10 JUIN 2021

Pour cette édition, ce forum africain est organisé en ligne, mais la Grande Île sera encore le pays hôte pour accueillir ce même événement en version présentielle en 2022.

C'est une grande première dans les annales de Madagascar ! La Grande Île, à travers Ravinala Airports, gestionnaire des aéroports d'Antananarivo et de Nosy Be, accueille pour la première fois AVIADEV AFRICA. Il s'agit d'un forum africain destiné au développement des services et routes aériennes africaines. Pour cette édition 2021 qui se tient depuis hier jusqu'au 11 juin prochain, l'on a recensé plus de 1 000 acteurs du monde aéroportuaire qui sont rassemblés à cet événement organisé cette fois-ci, virtuellement en raison de la pandémie de Covid-19 qui sévit encore dans de nombreux pays dans le monde. Ce sont notamment des spécialistes oeuvrant dans le domaine aéroportuaire, qui inclut les aéroports et les compagnies aériennes ainsi que les institutions gouvernementales impliquées dans le secteur du tourisme. Faciliter la connectivité. Ils représentent en tout 76 nationalités. En outre, plus de 40 compagnies aériennes participent activement à ce forum africain, se déroulant sous le parrainage du ministre des Transports, du Tourisme et de la Météorologie, Joël Randriamandranto. On peut citer, entre autres, les compagnies aériennes Emirates, Qatar, Lufthansa et Airlink. Il est à noter que

ce grand événement AVIADEV Africa, a pour objectif de réunir tous ces multi-acteurs en vue de discuter ensemble du développement et de l'amélioration de nouvelles routes aériennes permettant de faciliter la connectivité entre les pays africains. Il en est de même pour la connectivité entre l'Afrique et le reste du monde. Dans le cadre de ce forum africain qui durera trois jours, des conférences et panels sur les thèmes du tourisme et de l'aviation seront organisés. Parmi les thèmes abordés, on peut citer, entre autres, les problématiques actuelles de l'industrie aéronautique et touristique, la relance post-Covid, le financement, le cargo, les nouvelles technologies, l'ouverture de nouvelles routes aériennes et la création de nouveaux partenariats. Opportunités d'affaires. En outre, plus de 350 rencontres B to B entre participants se dérouleront également les après-midis et dans la journée du vendredi 11 juin 2021. Il est à rappeler que Ravinala Airports a soumis sa candidature à l'appel d'offres international lancé par les organisateurs en 2019 afin d'accueillir AVIADEV Africa, et ce, avec le soutien de ses partenaires dans le cadre d'une stratégie de développement et de croissance à



Lors de l'ouverture officielle de l'AVIADEV Africa hier

long terme. Il s'agit notamment du ministère de tutelle, de l'Office National du Tourisme de Madagascar, de la Banque Mondiale, de l'EDBM (Economic Development Board of Madagascar) et de la Confédération du Tourisme de Madagascar. Ce qui permettra en même temps de mettre en avant la destination Madagascar. Il faut savoir que ce forum africain sera, pour le ministère de tutelle, une occasion de promouvoir les opportunités d'affaires dans le secteur aérien. Le but est d'attirer de nouvelles compagnies aériennes, d'ouvrir de nouvelles routes aériennes, et enfin de renforcer la collaboration avec les compagnies déjà en activité dans le pays. Ensuite, le développement de ces routes aériennes contribuera à la relance du secteur du tourisme via l'augmentation du trafic aérien, et par la suite, l'augmentation de l'arrivée des touristes. La prospection de nouveaux marchés n'est pas en reste.

Fanja Razakaboana : « La résilience des femmes entrepreneures est de mise »

J.R | LES NOUVELLES | 10 JUIN 2021

L'entrepreneuriat féminin à Madagascar n'est pas épargné par la crise sanitaire. D'après Fanja Razakaboana, présidente du Groupement des femmes entrepreneures de Madagascar (GFEM), la résilience est de mise malgré le contexte difficile.

Quels impacts la crise sanitaire qui dure depuis plus d'un an a-t-elle eus sur les activités des femmes entrepreneures, notamment celles regroupées dans le GFEM ?

L'économie mondiale a fait face au choc causé par la crise sanitaire. Madagascar n'y a pas échappé. Pour les entreprises dirigées par les femmes, on a pu constater que la solidité de ces sociétés a été mise à l'épreuve. De nombreuses entreprises féminines ont vu une importante baisse de leurs chiffres d'affaires, d'autres ont dû réduire l'effectif du personnel, tandis que certaines ont été contraintes de procéder à une cessation d'activité. Les entreprises dirigées par les femmes ont surtout connu une problématique majeure dans le domaine financier, leur trésorerie ne leur permettant pas de faire face à la crise. Concernant celles qui ont souscrit un prêt bancaire, elles ont eu du mal à joindre les deux bouts. D'autant qu'il n'y a pas vraiment eu d'accompagnement spécifique pour les entreprises en général pour faire face à la crise. Toutefois, il y a des opportunités à saisir dans quelques domaines, entre autres le e-commerce, ou encore la production locale des huiles essentielles. Et certaines entreprises se sont adaptées à la situation qui prévaut afin de pouvoir poursuivre des activités, en répondant aux besoins existant sur le marché.

Quelles mesures ont été prises pour assurer le fonctionnement des entreprises et le déroulement du travail ?

Il a fallu s'adapter à la situation, entre autres en termes de mesures à prendre pour la protection des travailleurs sur leur lieu de travail. La fourniture d'équipements sanitaires, les procédures d'hygiène assez soutenues qu'il fallait mettre en place, l'adoption d'un système de rotation au travail. De plus, de nombreuses entreprises ont envoyé une partie de leur personnel en télétravail. Ce qui nécessite des équipements supplémentaires pour la mise à disposition de la connexion. Ces mesures ont entraîné des charges supplémentaires pour les entreprises. Il fallait ainsi réduire les coûts dans d'autres domaines, par exemple dans le domaine de la communication ou le transport.

Le soutien apporté par le gouvernement porte essentiellement sur des allègements dans le domaine fiscal et le paiement des cotisations sociales. Des prêts ont été également proposés aux affiliés de la Cnaps. Cependant, chaque entreprise s'est adaptée à sa manière. Plus d'un an après la crise, il nous faut plus de visibilité pour pouvoir rebondir.

La crise sanitaire n'empêche pour autant pas les femmes entrepreneures de continuer à multiplier les initiatives pour développer leurs activités, notamment à travers l'intégration régionale dont le récent lancement du Comesa federation of women in Business (COMFWB) pour Madagascar. Pouvez-vous nous en dire plus sur les résultats attendus de cette initiative ?

Ce projet a été lancé un peu avant la crise sanitaire. Le chapitre Madagascar a été lancé au premier trimestre 2020. La convention n'est intervenue que cette année, car il a fallu mettre en place le personnel exécutif. Il y a eu le processus de recrutement d'un agent de liaison local pour faire le suivi du projet. Nous sommes rattachés au COMFWB au Malawi. Il s'agit d'une organisation qui fédère toutes les associations de femmes entrepreneures dans les pays de l'Afrique australe. Le COMFWB regroupe 21 membres. Madagascar a rouvert son chapitre l'année dernière et le GFEM a été nommé par



le Mica en tant que leader et chapter représentant du pays. Nous avons comme objectif de déterminer les besoins des associations des femmes entrepreneures à Madagascar et d'être une plateforme d'échanges, d'expérience entre les femmes entrepreneures de l'Afrique australe et orientale. Nous visons aussi à encourager la création et le développement des entreprises existantes. Aujourd'hui, nous continuons à multiplier les initiatives parce qu'il faut qu'on avance malgré la crise. Il y a actuellement des opportunités qui s'ouvrent aux entreprises et il faut que Madagascar se positionne sur le continent Africain. Notre mission est d'aider les femmes entrepreneures à être plus visibles sur le marché continental et mondial, mais aussi comment mener à bien leur activité pour établir des alliances plus stratégiques. Le Covid-19 a été un révélateur de notre capacité d'adaptation et de résilience. Notre rôle est d'élargir l'horizon de ces entreprises dirigées par les femmes dans le COMFWB, apporter des opportunités pour le marché régional qui n'est pas encore très connu aujourd'hui et informer sur les avantages permettant d'agrandir le réseau dans le continent africain.

2021 a été principalement marquée par la deuxième vague de contamination du Covid-19. Quelles perspectives économiques prévoyez-vous cette année ?

La reprise est très difficile pour 2021. On ne peut pas encore parler de reprise malgré la levée de quelques mesures sanitaires, la baisse du nombre de nouvelles contaminations et l'arrivée des vaccins. Il y a encore beaucoup d'inquiétude au niveau des entreprises. Il y a aussi le risque d'une nouvelle vague et des nouveaux variants. Les femmes entrepreneures sont actuellement dans l'incertitude et restent beaucoup plus prudentes. Elles ne se lancent pas dans des investissements, mais essaient de maintenir leurs entreprises en misant sur la diversification des activités, la réorientation. Elles s'adaptent également aux priorités qui existent sur le marché, comme par exemple la production de masques. Certaines se sont lancées dans la reconversion d'activités, notamment dans la filière textile, l'agroalimentaire, l'e-commerce.

Nous restons néanmoins optimistes pour cette année. Car des événements, des webinaires, des formations en ligne sont de plus en plus fréquents, notamment au niveau continental et mondial. Des forums hybrides sont prévus, c'est-à-dire à moitié virtuel à moitié en présentiel. Les entreprises dirigées par les femmes devraient être résilientes et s'adapter à la situation qui prévaut pour survivre.



De votre point de vue, que faudrait-il faire pour soutenir les opérateurs et relancer l'économie nationale ?

Il faut une réelle volonté politique en plus des soutiens d'allègement proposés aux opérateurs. Pour améliorer l'environnement des affaires et pour la relance de l'économie, il faut prioriser la production locale, continuer l'industrialisation, appuyer les entreprises à produire localement, réduire un peu plus les importations. Il faut également plus de mesures dans le domaine de la fiscalité et l'allègement des charges sociales des entreprises permettra de préserver l'emploi.

Il est également nécessaire de trouver un équilibre beaucoup plus équitable. Durant le confinement, alors que nous étions tous contraint de respecter les mesures de restrictions, de nombreuses entreprises en difficulté ont été contraintes de

procéder au chômage technique total ou partiel de leur personnel. Pourtant, les fonctionnaires continuaient à percevoir leur salaire à 100%. Ce n'est pas le cas pour le secteur privé. Il ne faut pas que celui-ci prenne la majeure partie des contraintes liées à la crise du Covid-19. Et n'oublions pas que le secteur privé est le principal pourvoyeur de recettes de l'Etat.

Vous êtes-vous fait vacciner ?

Je me suis fait vacciner récemment. Il s'agit d'un choix personnel. J'estime qu'en tant que leader d'organisation citoyenne et engagée, il est important de montrer l'exemple. Sans compter que le vaccin est l'une des clés qui permettra de revenir à une situation plus ou moins normale.

Branchements « Mora » - La phase de test à Antananarivo sur les rails

ROVA RANDRIA | LA VÉRITÉ | 10 JUIN 2021

Avant de lancer son projet Branchement « Mora », à travers tout le pays, la Jirama entamera une phase de test dans la Capitale, en collaboration avec la Commune urbaine d'Antananarivo. La grande ville sera donc la ville pilote du projet et ce, depuis le début du mois. Ainsi, une dizaine de foyers ont été déjà raccordés au système électrique de la JIRAMA dans le Fokontany III G Hangar, entre les quartiers d'Isotry et Vassacoss.

« Ces ménages défavorisés sont identifiés par les Fokontany. Nous ne nous occupons ensuite que de la partie technique. Après les identifications, en effet, nous effectuons une descente sur le terrain pour voir si l'installation peut se faire ou non. Cette descente permet également de voir tous les travaux nécessaires aux branchements », explique un technicien au niveau de la compagnie. Ainsi, à moyen et long terme, la JIRAMA envisage de raccorder tous les foyers vulnérables de ce quartier. D'autres quartiers ont été également identifiés dans les quatre coins d'Antananarivo. Le même système d'installation et de branchement choisi pour le Fokontany III G Hangar sera appliqué dans lesdits quartiers. Bientôt, des milliers de familles défavorisées pourront alors jouir de leurs besoins fondamentaux et bénéficier de réels changements positifs

dans leur quotidien. En tout cas, Sitraka, habitante du Fokontany III G Hangar, une des premières bénéficiaires du « Branchement Mora » témoigne déjà de sa reconnaissance, lors de cette descente. « Auparavant, nous n'avions utilisé que des bougies dans notre foyer. Pour des raisons d'économie, il fallait constamment faire attention à leur achat. Mon fils ne pouvait pas réviser la nuit, car il fallait que nous fassions des économies de bougie. Aujourd'hui, notre vie a changé grâce à ce branchement », affirme-t-elle.

Ce système sera ensuite généralisé dans tout le pays. « Il ne faut pas oublier que l'objectif de ce projet d'offrir de l'énergie à chaque foyer à faible revenu, et ce à moindre coût », précise Andrianariseheno Razafindranivo, chef du projet Branchement « Mora » au niveau de la JIRAMA. En effet, seulement 3,5% des foyers à faible revenu sont raccordés à un réseau électrique, ce qui représente 154 590 ménages sur un nombre total de 6 112 857 au niveau national.

Sensibilisation. En parallèle avec ces installations, une action commune de sensibilisation a également été effectuée par la JIRAMA et la CUA à travers le corps des sapeurs-pompiers et du Fokontany III G Hangar, hier. Cette action vise à faire connaître aux nouveaux bénéficiaires du Branchement « Mora » les risques liés



à l'incendie provoqué par l'électricité. « Une vraie éducation s'impose pour les usagers de l'électricité domestique. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes engagés aux côtés de la JIRAMA. Il faut souligner aussi les difficultés que peuvent constituer les interventions dans ces quartiers principalement composés de cases en bois », note le capitaine Yves Helory Ralimbison, responsable communication des sapeurs-pompiers. « Cette sensibilisation conjointe est importante pour que les foyers nouvellement raccordés au réseau de la JIRAMA puissent utiliser en toute sécurité les installations », renchérit le chef de projet. Des supports signalétiques ont été répartis dans le quartier par les pompiers. Ils mettent en avant le numéro d'urgence à appeler en cas de sinistre, notamment en cas d'incendie. Dans tous les cas, les branchements vont s'enchaîner dans les prochains jours, vu que la JIRAMA vise le branchement de 30 000 foyers défavorisés d'ici 2023.

Aéroport d'Antananarivo : le nouveau terminal international est prêt

RIANA R. | LES NOUVELLES | 10 JUIN 2021

Les travaux sur le nouveau terminal international à l'aéroport international d'Antananarivo sont achevés à 100%, annonce son gestionnaire, le consortium Ravinala Airports. « Son ouverture attendra la reprise des transports aériens, mais également le feu vert de l'Etat. Car Ravinala reste le gestionnaire, mais l'infrastructure appartient à l'Etat », a fait savoir une responsable auprès du consortium.

En termes de sécurité sanitaire, « Tout est prévu », affirme le directeur général de Ravinala Airports, Patrick Collard, en marge de l'ouverture du forum Aviadev Africa, hier à Ivato. En effet, le nouveau terminal est équipé de caméras thermiques, d'un

endroit d'isolement réservé aux personnes testées positives au Covid-19. Des tests antigéniques permettant d'avoir des résultats au bout de quelques minutes sont également disponibles.

Alors que la nouvelle infrastructure n'est pas encore opérationnelle, les employés de Ravinala Airports procèdent actuellement à des exercices de conduite des trois passerelles télescopiques de l'aéroport. « Il s'agit d'un nouveau métier. Les conducteurs de passerelle ont effectué des formations à l'étranger et sont certifiés pour ce poste », précise la responsable auprès de Ravinala Airports.

Agrégats macro-économiques – Le projet de loi de finances rectificative en ordre serré

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUIN 2021

Le temps passe vite et les députés attendent avec « impatience » l'examen du projet de loi de finances rectificative, PLFR, principal objet de leur session. Le Conseil des ministres l'a adopté.

Encore quelques modifications techniques à ajuster. Mais le PLFR est presque bouclé. Pour ne pas retarder sa présentation devant les députés, son examen et son adoption en étant une loi, il a été indiqué de souscrire dans les colonnes des dépenses du ministère de l'Économie et des finances, MEF, celles dites transversales affectées à chaque département ministériel. Elles ont été révisées. Comme le volume des recettes. Compte tenu du contexte actuel. Encore perturbé par les mesures restrictives de l'état d'urgence sanitaire. Ces deux évocations du Conseil des ministres semblent suivre les indications du Fonds monétaire international, FMI, dans son communiqué daté du 12 février. Recommandant l'augmentation conséquente des budgets et des dépenses alloués aux secteurs sociaux. Et une amélioration des recettes fiscales. Le 29 mars, Madagascar a obtenu 312 millions de dollars du FMI au titre de la Facilité élargie de crédit, FEC. Ce qui suppose l'adoption d'une certaine attitude conforme à l'orthodoxie financière internationale. Des suggestions formulées comme suit. « Le programme à moyen terme des autorités est axé sur le soutien à la reprise post-Covid-19 et sur la relance de la dynamique des réformes pour augmenter et soutenir une croissance inclusive et réduire la pauvreté, en s'appuyant sur les priorités du gouvernement détaillées dans le Plan Émergence Madagascar (PEM). Dans ce contexte, en plus de continuer à atténuer les conséquences sociales et économiques de la pandémie, le nouveau programme vise à reconstituer un espace budgétaire pour les dépenses et les investissements sociaux indispensables ; à faire progresser le programme de réformes structurelles, y compris le renforcement du cadre monétaire et de la surveillance financière ; et à améliorer la gouvernance. Il est aussi attendu que l'appui financier du FMI contribue à stimuler les investissements du secteur privé et à catalyser le soutien financier des partenaires du développement.

La politique budgétaire du programme devrait être orientée vers l'accroissement des recettes intérieures. Un plan ambitieux de mobilisation des recettes à moyen terme doit s'appuyer sur une stratégie



Les députés attendent la LFR avec impatience.

globale de réformes fiscales et de collecte des recettes. Cela permettra de libérer des ressources publiques pour augmenter l'enveloppe de dépenses pour les secteurs sociaux, notamment la santé et l'éducation, ainsi que pour augmenter les investissements publics, tout en préservant la viabilité de la dette. La composition des dépenses sera améliorée grâce à la limitation des transferts, notamment aux entreprises publiques, et à une meilleure budgétisation de la masse salariale et des retraites ».

En d'autres termes, d'abord mobiliser les recettes publiques ou ressources financières internes. Dans cette optique, la Direction générale des impôts, dans l'optique de la digitalisation de ses services, a créé des plateformes en ligne pour faciliter le paiement des impôts et taxes. Afin d'inciter les contribuables à s'acquitter de leur devoir envers l'administration fiscale. Quelques chiffres pour mesurer la longueur du chemin qui reste à parcourir. Sur 25 millions d'habitants, le pays ne compte que 455 206 assujettis actifs. 800 000 « vagabonds du fisc » sont à insérer dans le circuit formel cette année. Pour espérer atteindre un taux de pression fiscale de 15% ramené au PIB en 2023. Tout un programme.

Un taux de croissance réduit

Ensuite, la répartition budgétaire devrait avantager davantage l'éducation nationale, la santé publique, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, la population et la promotion des femmes. Ces priorités pour le FMI n'ont aujourd'hui que des miettes du budget général de l'État. Sujet sous-jacent, la suppression des subventions improductives de l'État au profit de ses sociétés en difficulté financière, comme la Jirama. Cette méthode tourne souvent à la dérive financière de plusieurs milliards d'ariary. Le montant inscrit dans la loi de finances initiale a été

souvent dépassé. Les deux principaux bailleurs de fonds, le FMI et la Banque mondiale, préconisent les réformes structurelles, afin d'atteindre le seuil de rentabilité ou le point d'équilibre. L'application de la tarification Optima s'inscrit dans cette logique.

À part ces balises du FMI, il existe des paramètres conjoncturels auxquels le PLFR devait être soumis. Comme les résultats de l'Enquête de conjoncture économique, ECE, de la Banque centrale de Madagascar, BFM, au mois d'avril. Qui ont conclu que « l'économie mondiale devrait être en croissance de +6,0% en 2021. Elle serait de 3,4% en Afrique sub-saharienne. En outre, le commerce mondial rebondirait en 2021 avec une croissance de +8,4%. La demande en nickel et en cobalt serait en hausse avec la demande de voitures électriques. Mais pour le cas de Madagascar, selon les prévisions, la production devrait croître de +3,2%, après un repli de 4,2% en 2020. Elle serait essentiellement tirée par le secteur secondaire dont les industries minières et la branche des énergies et le secteur tertiaire. En tout, de grandes incertitudes planent encore sur l'environnement macroéconomique, notamment l'apparition de nouveaux variants du virus Covid-19, l'évolution des prix des matières premières et la capacité d'ajustement de l'économie dans la situation actuelle. La combinaison de ces paramètres et les caractéristiques spécifiques de l'économie détermineront la vitesse de redressement de l'économie ».

Le taux de croissance de l'économie globale serait ainsi de 3,2% contre 4,5 pour la loi de finances initiale, LFI. Ce qui serait conforme aux prévisions les plus optimistes du FMI alors que la Banque mondiale table sur une progression de 2% dans le cas d'une maîtrise de la pandémie du coronavirus par une vaste campagne de vaccination. Dans ce cas de figure, elle craint une paupérisation grandissante de la population. Par contre, le Premier ministre Christian Ntsay, brûlant la politesse à son ministre de l'Économie et des finances, a annoncé une avancée de 4,3%. Personne n'a tort et tout le monde a raison. Pour le moment. Résultat des courses dans six mois.

D'autres aspects sont évoqués par les déductions de l'ECE. Comme le taux



d'inflation en glissement annuel. Qui devrait être comprimé en-dessous des 7%. Même si les portefeuilles des ménages ressentent un certain vide par la hausse incessante des prix des PPN. Comme le litre de l'huile cachetée à 10 000 ariary. Les prix du kilo du riz ont amorcé une timide décrue mais toujours au-dessus des 2 500 ariary. En pleine moisson dans les greniers à riz. Une autre préoccupation, les prix du carburant. La note du FMI a souligné que

« les autorités maintiendront également les prix du carburant à un niveau conforme avec les coûts du marché, afin d'éviter l'accumulation de nouveaux passifs envers les distributeurs de carburant ». Une formule diplomatique pour signifier le nécessaire retour à la vérité des prix à la pompe. Avec comme point d'ancrage les cours du baril sur le marché international et les valeurs transactionnelles de l'ariary face au dollar au Marché interbancaire de

devises, MID. Le décor est ainsi planté. La conception du PLFR a été faite par le souci de respecter les engagements du gouvernement vis-à-vis du FMI. Et ne pas entrer en contradiction avec les analyses pointues et détaillées de la BFM, l'autorité monétaire, une entité sous tutelle du MEF. Une certaine harmonie doit s'instaurer entre les forces en présence. Pour étouffer d'éventuelles cacophonies... budgétaires.

Administration publique: lancement de plusieurs projets digitaux

RIANA R. | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2021

A l'ère du numérique. L'Etat met en œuvre des initiatives qui devraient permettre d'actualiser les services et l'administration publique.

Des projets visant à moderniser l'administration en vue. La redynamisation de l'Institut national des télécommunications et des postes, désormais renommé Institut national de digitalisation, a été annoncé en conseil des ministres du 9 juin. Pour ce faire, le ministère des Postes, de la télécommunication et du développement numérique (MPTDN) travaillera avec le cabinet de consultance Bearing Point. Le cabinet de consultance qui collaborera avec l'Etat pour la réalisation de ce projet est reconnu sur la scène internationale, notamment dans la mise en place des instituts digitaux dans d'autres pays d'Afrique comme le Maroc ou le Burkina Faso. Le rapport du conseil des ministres précise que le même cabinet travaille actuellement avec la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) pour le projet e-ariary.

Dans le cadre de la reprise des activités de l'Institut national de digitalisation, l'Etat compte mettre en place le document cadre qui régira le secteur du numérique dans le pays, une stratégie de développement de l'inclusion numérique au niveau des régions et des services administratifs, la conception



d'un plan d'action permettant le développement du numérique dans le pays. Le cabinet de conseil Bearing Point sera en charge de ces travaux, rapporte le conseil des ministres.

Modernisation du réseau d'administration. Outre ce projet de redynamisation, le MPTDN annonce également le début imminent du projet de modernisation du réseau de l'administration à Madagascar. Durant sa prise de parole, à l'occasion de la rencontre avec le personnel du ministère le 7 juin, le ministre Andriamanohisoa Ramaherijaona a

annoncé que «La première vague des équipements pour la mise en œuvre de programme est arrivée au port de Toamasina». Il a fait savoir que «Des failles ont été relevées dans le projet. La nouvelle conception du contrat avec les deux entreprises partenaires ou encore le renouvellement du marché public ont retardé sa mise en œuvre». «Ce projet, à hauteur de 179 milliards d'ariary, consistera à la mise à disposition de l'administration malagasy d'un réseau moderne par fibre optique et eLTE doté d'infrastructures sécurisées», note le MPTDN sur son site officiel.

Tourisme – Grosse pression pour l'ouverture des frontières aériennes

ERIC RANJALAHY | L'EXPRESS DE MADAGASCAR | 12 JUIN 2021

Que vont décider les autorités ? Les professionnels du tourisme sont en effervescence. En premier lieu, ils invitent ceux qui travaillent dans le secteur du tourisme à se faire vacciner. Pour donner une garantie, même relative, aux prochains visiteurs dès l'ouverture des frontières aériennes. Car, ils seront en contact direct avec les étrangers venus découvrir les trésors cachés de la Grande île. Quand bien même des débats houleux se fassent jour sur la « validité » à l'international du Covishield injecté aux volontaires. En second lieu, les groupements des

acteurs du tourisme organisent des formations pour s'imprégner des protocoles sanitaires imposés ailleurs. Ils sont prêts à se soumettre à ces nouvelles règles pour rassurer tout le monde.

Enfin, la troisième édition du « Tsenaben'ny Fizahantany », un événement censé donner un coup de pouce au tourisme national, se tiendra du 8 au 10 juillet. Tout cela devrait pousser les décideurs à se poser une question. Le moment est-il venu pour rouvrir les frontières aériennes ? À l'origine d'une grosse polémique en

2020 par le retard de la fermeture à cause d'une valse hésitation en haut lieu. Alors que les trois premiers cas de contamination au coronavirus ont été « importés », selon la déclaration présidentielle y afférente.

Le tourisme et les transports aériens contribuent jusqu'à 15% du PIB. Avec de nombreux emplois directs et induits créés. Le tourisme a payé un lourd tribut de la crise sanitaire. Par le chômage technique de longue durée. Un secteur levier de la croissance économique. Avec les exportations du textile et habillement, et les produits miniers.

Finances publiques et soutien à l'économie: le ministre des Finances rend sa copie pour 2020

TIANA RAMANOELINA ET EMRE SARI | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2021

Que s'est-il bien passé en 2020 ? L'année figure sans nul doute parmi les plus difficiles depuis la naissance de l'Etat moderne de Madagascar en 1960. Frappés par le Covid, les mesures sanitaires de confinement et donc la réduction volontaire de l'activité, l'économie malagasy et les Malagasy souffrent. Et 2021 ne sonne pas, pour l'heure, la fin des soucis...

C'est dans ce contexte que le ministre de l'Economie et des Finances, Richard Randriamandranto, a rendu aux députés sa copie pour 2020, mardi 8 juin. Il a présenté le rapport d'activité de son ministère, doté d'un budget de 3 000 milliards d'ariary, le plus important de l'Etat. Les infos de la présentation ne portent que sur 2020 et pas sur le début de 2021. La présentation de ce rapport d'activité prépare la Loi de finance rectificative pour 2021. Le texte doit être adopté durant la session parlementaire actuelle qui se termine à la fin du mois de juin. Le mouvement Rohy de la société civile s'est d'ailleurs déjà plaint du retard de publication du texte... Les Nouvelles se sont penchées sur le rapport du ministre. En voici les points saillants.

Des objectifs d'imposition remplis

En 2020, les autorités sont parvenues à collecter 2 663,39 milliards d'ariary de recettes fiscales, pour une prévision annuelle de 2 757,02 milliards d'ariary selon la Loi de finance rectificative 2020, soit 93,4%. Du côté de la douane, les recettes en 2020 ont atteint 2 187,37 milliards d'ariary, sur une prévision de 2 200,2 milliards, soit un objectif rempli à 99%.

Point négatif, l'objectif de TVA n'est rempli qu'à 82%, alors que c'est la principale rentrée d'argent de l'Etat avec 892,88 milliards d'ariary de recette sur une prévision de 1 080,81 milliards. En cause : le ralentissement de l'activité économique qui a causé une chute des ventes des biens et services et donc une baisse des entrées de TVA.

Plus de contribuables !

Même en période de pandémie et de crise économique, l'Etat vise à augmenter le nombre de contribuables. En 2020, Madagascar comptait 455 206 contribuables actifs dont 100 773 nouveaux, soit un tiers de plus qu'en 2019. Cette performance a été possible en partie grâce à la construction de 6 centres fiscaux et grâce au programme "Anjara Hetrako", en novembre et décembre 2020. Il s'agit d'une campagne de sensibilisation sur la fiscalité, menée dans les régions Analamanga et Atsimo Andrefana. Les autorités auraient ainsi récupéré 429,04 millions d'ariary et distribué 17 880 cartes fiscales. Un montant certes modeste en argent mais qui encourage les entrepreneurs à se formaliser. Le ministre a d'ailleurs publié un ambitieux objectif de 1 250 000 contribuables pour 2021, et 2 000 000 en 2023. "La relance n'est pas encore intervenue et on veut déjà identifier davantage de contribuables, proteste un économiste. Cela interpelle car on estime que ce n'est peut-être pas le bon moment même si l'Etat doit impérativement élargir l'assiette fiscale, aussi."

Absence de plan de soutien au privé

La dernière slide de la présentation illustre les efforts fournis par le gouvernement pour aider le secteur privé à surmonter la crise. Mais les mesures se résument en fait à des allègements fiscaux et des reports d'échéances. Ce qui ne règle pas le fond du problème... Les opérateurs économiques n'ont eu d'autres choix que de payer certaines taxes et impôts à la fin de l'année. "Ces mesures ne permettent pas de régler notre problème de trésorerie", lance un président d'un groupement qui a tenu à rester anonyme.

Certains opérateurs du tourisme demandent même



l'annulation de tous les impôts et taxes, compte tenu du fait que le tourisme est à l'arrêt depuis 2020. "On est abasourdis, renchérit un professionnel du secteur. On doit tout payer alors qu'on ne travaille pas depuis plus d'un an. Les mesures prises ne sont pas logiques."

Exécution du budget à l'approche des fêtes

Les organes de l'Etat exécutent la majorité du budget en fin d'année. Au mois d'octobre, seulement la moitié des dépenses prévues avaient été engagées : 47% pour l'investissement interne et 46% pour les dépenses de fonctionnement. Le rattrapage pour arriver à plus de 95% s'est fait sur les derniers mois de 2020. Parmi les institutions les mieux servies figurent le ministère des Affaires étrangères avec un taux d'exécution de 119% par rapport à la LFR (pour un budget de 22 milliards d'ariary) et l'Assemblée nationale avec 114% (sur 52 milliards initialement prévus).

Les infrastructures

Le ministre Richard Randriamandranto a rappelé que l'Etat a bâti certaines infrastructures comme des salles de classes ou des portions de route : "Réhabilitation d'une route communale Ampefy de 3,2 milliards d'ariary" ; "Les travaux de construction d'une EPP à 3 salles de classe, avec latrines." Un diplomate étranger en poste à Madagascar s'interroge : "Est-ce vraiment au ministre des Finances d'aller annoncer des réalisations aussi mineures devant les députés ?"

Les dépenses Covid demeurent les oubliés des engagements. Seulement 16% des dépenses Co-vid ont effectivement été payées, à la date du 18 février 2021, selon un tableau publié dans le rapport. Soit 152 milliards d'ariary déboursés sur un montant total d'engagement de 941 milliards... On retrouve aussi la subvention Jirama de 845 milliards d'ariary qui a été bien déboursée, elle. La somme a été versée sans concertation avec les partenaires financiers au premier rang desquels le FMI et la Banque Mondiale. Le gouvernement s'est d'ailleurs engagé avec le FMI, dans le cadre du nouveau plan d'aide, à ne plus entreprendre des dépenses aussi importantes pour la Jirama sans concertation.

Problèmes techniques au sein de la BNI Madagascar - Les opérations monétiques perturbées !

LA VÉRITÉ | 12 JUIN 2021



Les clients sont à bout de nerf. « J'ai failli être victime d'une attaque cardiaque hier matin devant le distributeur de billets quand j'ai consulté mon solde. Je me suis en effet retrouvée avec un solde négatif de 800 000 ariary. Pourtant, je n'ai jamais souscrit à une autorisation de découvert. De plus, à ma dernière consultation, je me souviens très bien que j'avais encore plus de 753 000 ariary sur mon compte en banque », se plaint Isabelle, une des clientes de la BNI Madagascar. Et la situation d'Isabelle n'est pas anodine. Des milliers de clients ont presque subi la même chose en utilisant les services monétiques de la banque, à savoir les retraits au niveau des GAB (Guichets Automatiques de banque) et les paiements par carte bancaire. Outre l'affichage de solde négatif, certains ont été victimes d'un dédoublement des opérations. « Avant de faire un retrait de 200 000 ariary, j'avais encore 455 000 ariary sur mon

compte. Une fois le retrait approuvé, j'ai consulté mon solde et je n'avais plus que 55 000 ariary. La somme retirée a été doublée et je n'avais plus en ma possession que 200 000 ariary. Où est donc passé le reste ? », raconte Mialinirina, déboussolée. D'après les explications apportées par la banque, dans un communiqué, « certaines opérations monétiques, notamment des retraits au niveau des GAB et des paiements par carte, ont été comptabilisées en double suite à un incident technique. Toutes nos équipes sont mobilisées pour assurer la régularisation de ces opérations ». Tout le système monétique de la BNI se retrouve alors en sens dessus dessous depuis quelques jours. Face à cela, les clients reprochent à la banque la mauvaise gestion de cette crise. « Dès le début des irrégularités, les responsables auraient dû envoyer à tous ses clients des SMS montrant le solde réel de leurs comptes après les mouvements, vu que

même les mini-relevés n'affichent plus les dates cohérentes aux activités faites sur nos comptes », déplore une des victimes de ces problèmes techniques. Outre ces problèmes de soldes et de retraits, les clients se plaignent également des procédures à suivre pour pouvoir récupérer leur argent. « Les problèmes techniques viennent de leur système et pas de nous. Pourquoi c'est à nous de faire des réclamations auprès de leur service pour pouvoir récupérer notre argent ? En plus, les réclamations ne doivent être envoyées qu'après trois jours à compter de l'incident », déplore Diary, un jeune entrepreneur. « La banque nous demande de prendre contact avec elle pour solutionner nos problèmes alors que nos appels et nos E-mails restent sans réponse », renchérit Riana, une autre cliente de la banque. Dans tous les cas, la banque devrait régler au plus vite ces problèmes pour éviter de perdre des clients.

Pacpa: deuxième appui financier du Fida

ARH | LES NOUVELLES | 12 JUIN 2021

Après l'octroi de 824.677 dollars US pour la mise en œuvre du Projet d'appui à la commercialisation des produits agricoles (Pacpa) en octobre 2020, le Fonds international de développement agricole (Fida) approuve un deuxième appui financier de 1.007.322 dollars US, a-t-on indiqué en conseil des ministres mercredi. Cet appui du Fida fait suite à la requête formulée par le gouvernement malagasy et les Nations unies en février.

Le premier financement a servi à atténuer les risques de réduction de l'accès au marché dus au Covid-19



pour les producteurs vulnérables d'Analamanga et les alentours à travers le mécanisme de Relance en faveur des populations rurales pauvres (RPSF). Ce deuxième financement va servir à dupliquer le projet dans l'Androy et

l'Atsimo Andrefana, étant donné la persistance du kere dans cette partie de l'île. L'organisation et le renforcement de la chaîne de distribution commerciale des produits agricoles font partie des activités du projet élaboré par le ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (Maep).

Par ailleurs, l'appui du Fida renforce également l'extension du système d'information sur les marchés à travers le renforcement de la plateforme Bazarmada, gérée par la Chambre de commerce et d'industrie d'Antananarivo (CCIA).